



metro

La force d'une marque



PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL DE PLUS DE 11 MILLIARDS \$ ET 65 000 EMPLOYÉS, METRO INC. EST UN CHEF DE FILE DANS LES SECTEURS ALIMENTAIRE ET PHARMACEUTIQUE AU QUÉBEC ET EN ONTARIO, OÙ ELLE EXPLOITE UN RÉSEAU DE 559 MAGASINS D'ALIMENTATION SOUS LES BANNIÈRES METRO, METRO PLUS, SUPER C ET FOOD BASICS DE MÊME QUE 268 PHARMACIES SOUS LES BANNIÈRES BRUNET, CLINI PLUS, PHARMACY ET DRUG BASICS.

sommaire

FAITS SAILLANTS **3** MESSAGE AUX ACTIONNAIRES **4** REVUE DES OPÉRATIONS **8**
RAPPORT DE GESTION **14** ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS **34** RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE **61**
ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS **62** RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES **63**

INFORMATIONS PROSPECTIVES Pour toute information contenue dans le présent rapport annuel et pouvant être considérée comme une information prospective, se reporter à la section « Informations prospectives » à la page 29.

metro en un coup d'œil

380

SUPERMARCHÉS

179

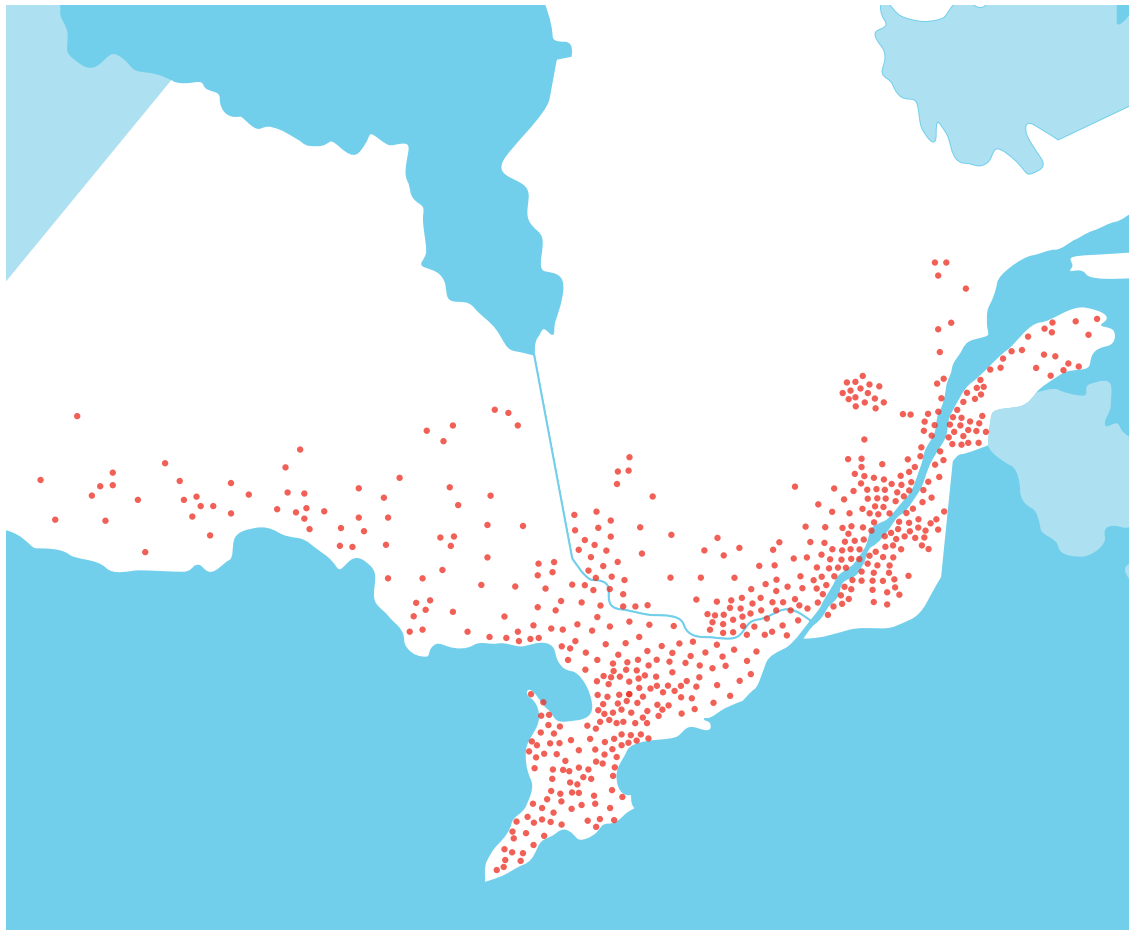
MAGASINS
D'ESCOMPTE

268

PHARMACIES

65 000

EMPLOYÉS



METRO EST UN CHEF DE FILE DANS LES SECTEURS ALIMENTAIRE ET PHARMACEUTIQUE AU CANADA. AVEC UN RÉSEAU DE 559 MAGASINS D'ALIMENTATION ET DE 268 PHARMACIES RÉPARTIS AU QUÉBEC ET EN ONTARIO, LA SOCIÉTÉ ET SES MARCHANDS AFFILIÉS EMPLOIENT 65 000 PERSONNES.



nombre de magasins

superficie totale*

ALIMENTAIRE	QUÉBEC	ONTARIO	TOTAL		
SUPERMARCHÉS	Metro	221	Metro	159	380
	Metro Plus				
MAGASINS D'ESCOMPTE	Super C	63	Food Basics	116	179
TOTAL	284	275	559		
PHARMACEUTIQUE	Brunet	187	Pharmacy	81	268
	Clini Plus		Drug Basics		

TOTAL
12,8
6,5
19,3
—

CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions de dollars)

05	6 646,5
06	10 944,0
07	10 644,6
08	10 725,2
09	11 196,0

* 53 semaines

BÉNÉFICE NET

(en millions de dollars)

05	190,8
06	252,9
07	277,2
08	292,2
09	354,4

BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION

(en dollars)

05	1,92
06	2,18
07	2,38
08	2,58
09	3,19

AVOIR DES ACTIONNAIRES

(en millions de dollars)

05	1 520,5
06	1 730,9
07	1 940,0
08	2 068,3
09	2 264,1

RÉSULTATS D'EXPLOITATION (en millions de dollars)

Chiffre d'affaires	11 196,0	10 725,2	4,4
BAIIA ⁽¹⁾⁽²⁾	741,6	638,9	16,1
Bénéfice d'exploitation	552,5	462,6	19,4
Bénéfice net	354,4	292,2	21,3
Fonds autogénérés	520,1	450,2	15,5

STRUCTURE FINANCIÈRE (en millions de dollars)

Total de l'actif	4 666,2	4 425,6	5,4
Dette à long terme	1 004,3	1 005,0	(0,1)
Avoir des actionnaires	2 264,1	2 068,3	9,5

PAR ACTION (en dollars)

Bénéfice net	3,21	2,60	23,5
Bénéfice net dilué	3,19	2,58	23,6
Valeur comptable	20,85	18,64	11,9
Dividende	0,5375	0,49	9,7

RATIOS FINANCIERS (%)

BAIIA ⁽¹⁾⁽²⁾ /chiffre d'affaires	6,6	6,0	—
Bénéfice d'exploitation/chiffre d'affaires	4,9	4,3	—
Rendement de l'avoir des actionnaires	16,4	14,6	—
Dette à long terme/capital total	30,7	32,7	—

COURS BOURSIER (en dollars)

Haut	40,00	35,85	11,6
Bas	27,38	21,00	30,4
Cours de clôture (à la fin de l'exercice)	34,73	31,77	9,3

(1) Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement

(2) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

message aux actionnaires

L'année 2009 en fut une de grandes réalisations pour METRO, tant sur le plan financier que stratégique. Nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés et qui nous ont permis de devenir le détaillant alimentaire le plus performant au Canada en 2009. Le bénéfice net a atteint 354,4 millions \$, un nouveau sommet, en hausse de 21,3 % par rapport à 2008. Le bénéfice net dilué par action a été de 3,19 \$, en hausse de 23,6 % par rapport à 2,58 \$ l'an dernier.

Notre chiffre d'affaires a progressé de 4,4 % pour atteindre 11 196,0 millions \$. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a été en hausse de 4,0 % par rapport à celui de l'an dernier, notre meilleure performance depuis quelques années.

En excluant les éléments non récurrents de 2009 et de 2008, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour l'exercice 2009 a été de 359,0 millions \$ comparativement à 280,8 millions \$ pour 2008, une hausse de 27,8 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 3,23 \$ par rapport à 2,48 \$, une hausse de 30,2 %. La croissance de notre bénéfice net dilué par action ainsi que notre rendement sur l'avoir des actionnaires de 16,4 % nous placent au premier rang parmi les grands détaillants alimentaires canadiens.

Ces résultats record ont été réalisés dans un contexte économique difficile. Nos mises en marché bien adaptées, notre exécution améliorée tant au Québec qu'en Ontario, le repositionnement de nos magasins d'escompte Food Basics, la conversion de nos cinq bannières de supermarchés en Ontario à la bannière Metro et l'engagement de tous nos employés et marchands ont été les moteurs de cette performance.

REVUE DE L'ANNÉE

L'élément marquant de l'année 2009 a été la conversion des cinq bannières de supermarchés en Ontario à la bannière Metro. Nous avons complété avec succès cet important projet annoncé à l'été 2008 en moins de quinze mois, en investissant près de 200 millions \$ pour moderniser notre réseau et lancer une campagne marketing majeure. Maintenant unis sous la marque Metro, nos 159 supermarchés forment la chaîne la plus importante en nombre en Ontario et sont mieux positionnés pour se démarquer et bâtir leur notoriété. Nous avons aussi complété le repositionnement des magasins d'escompte Food Basics amorcé l'an dernier et cette bannière a connu une croissance importante en 2009. Au Québec, nos bannières Metro, Metro Plus et Super C ont augmenté leurs parts de marché respectives. Nos investissements constants au cours des dernières années dans notre réseau de magasins continuent de porter fruit. En 2009, nous avons investi avec nos marchands affiliés 376,3 millions \$ pour l'ouverture de 13 nouveaux magasins et pour des agrandissements et des rénovations majeures dans 32 magasins.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons poursuivi tel que prévu la conversion de nos produits de marques privées aux nouvelles marques *Irresistibles* et *Selection* débutée il y a deux ans. La hausse importante des ventes de ces produits en 2009 témoigne de leur qualité et de l'engouement des consommateurs de plus en plus à la recherche d'un rapport qualité/prix avantageux.

Notre succès repose d'abord et avant tout sur la compétence de nos équipes. À cet égard, nous avons effectué certains changements à la structure organisationnelle. Il nous fait plaisir de souligner la nomination de Robert Sawyer au poste de vice-président exécutif et chef de l'exploitation, responsable des opérations alimentaires de la Société. Pour le seconder, ont été nommés Christian Bourbonnière au poste de vice-président principal, division du Québec, et Johanne Choinière à titre de vice-présidente principale, division de l'Ontario. Tous sont des collaborateurs chevronnés œuvrant au sein de l'entreprise depuis plusieurs années.

Nous avons créé le Fonds Éco École, une démarche visant à encourager les élèves d'écoles primaires et secondaires à adopter des habitudes de vie saines et respectueuses de l'environnement. Les écoles du Québec et de l'Ontario pourront recevoir 1 000 \$ pour la réalisation de projets qui contribueront à un environnement plus sain. Nous investirons⁽¹⁾ 1 million \$ par province dans le cadre de ce programme.

Nous sommes engagés également à respecter les principes d'une entreprise responsable. Pour promouvoir notre philosophie à cet égard, nous développons actuellement une stratégie de responsabilité d'entreprise qui exprimera clairement notre vision et nos priorités sur les plans environnemental, social et économique.

Le 27 septembre 2009, afin de consolider notre position dans l'est du Québec, nous avons acquis les 15 magasins d'alimentation GP. Ces magasins étaient la propriété d'une entreprise familiale créée il y a 50 ans et avec laquelle la Société était en association depuis plus de 40 ans.

Après plusieurs mois d'un projet pilote, nous avons annoncé, en novembre dernier, la création d'une coentreprise exclusive avec la firme britannique Dunhumby, dont la mission est de participer à l'élaboration et à la mise en place de stratégies pour mieux satisfaire les besoins des consommateurs afin de les fidéliser davantage. Dunhumby est déjà en association avec plusieurs autres détaillants importants dans le monde, dont Tesco et Kroger. Ce partenariat nous aidera⁽¹⁾ à mieux cibler nos mises en marché et à améliorer⁽¹⁾ l'expérience en magasin de nos clients, facteurs clés de notre succès.

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

SITUATION FINANCIÈRE

Malgré la crise des marchés financiers, notre situation financière est demeurée très saine tout au long de l'année. Nous avons une facilité de crédit rotative non utilisée de 400,0 millions \$ et les échéances de nos emprunts sont échelonnées de 2012 à 2035. Le total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevait à 241,4 millions \$ à la fin de l'exercice 2009, le ratio de dette à long terme sur le capital total était de 30,7 % et notre cote de crédit se maintient à BBB.

Nous avons réalisé un rendement de l'avoir des actionnaires supérieur à 14 % pour une 16^e année consécutive. Nous continuons de favoriser nos actionnaires en versant un dividende annuel égal à environ 20 % du bénéfice net de l'exercice précédent (0,5375 \$ par action en 2009, en hausse de 9,7 %) ainsi qu'en rachetant des actions à même nos liquidités excédentaires (près de 4 millions d'actions en 2009). Dans une conjoncture boursière difficile, notre titre a clôturé à 34,73 \$ à la fin de l'exercice comparativement à 31,77 \$ en 2008, en hausse de 9,3 %.

La performance de l'action de METRO a connu une progression au cours des 10 et des 5 dernières années financières de 463,6 % et 100,3 % respectivement, un rendement supérieur à l'indice S&P/TSX et à l'indice sectoriel de l'industrie alimentaire canadienne.

**«L'année 2009 en fut
une de grandes réalisations
tant sur le plan financier
que stratégique»**

PRIORITÉS

Le contexte économique difficile a entraîné une baisse de confiance des consommateurs qui devrait⁽¹⁾ persister au cours de la prochaine année. Cependant, avec notre stratégie concentrée sur les besoins de nos clients, notre force d'exécution, notre réseau moderne de supermarchés, de magasins d'escompte et de pharmacies et avant tout, nos employés motivés, nous sommes confiants de poursuivre⁽¹⁾ notre croissance. Notre plan d'action comporte quatre priorités :

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

PIERRE H. LESSARD, FCA
Président exécutif du conseil



«L'élément marquant de l'année 2009 a été la conversion des cinq bannières de supermarchés en Ontario à la bannière Metro»

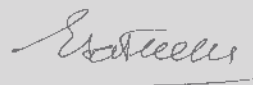
- Nous innoverons⁽¹⁾ et notre exécution sera⁽¹⁾ axée sur la satisfaction de nos clients. Le partenariat avec Dunnhumby, qui débute cette année, nous permettra⁽¹⁾ de fidéliser davantage notre clientèle.
- Nous viserons⁽¹⁾ à réduire notre structure de coûts afin de mieux faire face au contexte économique qui demeure difficile.
- Nous poursuivrons⁽¹⁾ le développement de nos ressources humaines afin de pouvoir compter sur des équipes talentueuses et passionnées.
- Et, finalement, nous continuerons⁽¹⁾ d'investir dans notre réseau de magasins (environ 250 millions \$⁽¹⁾ en 2010), et nous nous assurerons d'allouer nos ressources financières dans le but de poursuivre⁽¹⁾ la croissance à long terme pour les actionnaires.

REMERCIEMENTS

Nous remercions les membres de la direction et nos employés pour tout le travail accompli et particulièrement pour l'atteinte de résultats exceptionnels. Nous remercions également les membres du conseil d'administration pour leur appui constant et tout spécialement Pierre Brunet, qui prendra sa retraite en janvier prochain. M. Brunet, qui siège au conseil depuis 2001, est président du comité des ressources humaines depuis 2004, et il est administrateur principal depuis 2008. Sa grande expérience et son professionnalisme lui ont permis d'apporter une contribution significative et appréciée de tous. Nous tenons finalement à vous remercier, chers actionnaires, pour la confiance que vous continuez à nous témoigner.

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

ERIC R. LA FLÈCHE
Président et chef de la direction



revue des opérations

SUPERMARCHÉS

La bannière Metro compte aujourd'hui 380 supermarchés bien établis dans la plupart des communautés du Québec et de l'Ontario. METRO est un chef de file dans le segment des supermarchés de ces deux provinces.

Au Québec, notre réseau de 221 supermarchés est composé de 130 supermarchés Metro d'une superficie moyenne de 19 400 pieds carrés et de 91 Metro Plus d'une superficie moyenne de 39 500 pieds carrés. Reconnus pour la qualité de leur service, nos supermarchés offrent aux consommateurs des solutions adaptées à leurs besoins alimentaires variés et grandissants. En plus d'une grande variété de produits d'épicerie et de produits frais, nos supermarchés offrent des spécialités telles que des aliments biologiques, une gamme variée de produits de charcuterie et de fromages fins, un service de maître boucher et de poissonnier, une vaste et délicieuse gamme de mets cuisinés préparés sur place, une sélection de fruits et de légumes transformés, un comptoir de pâtisseries et de boulangerie et une grande variété de coupes de bœuf *Gril rouge Angus*.



Nos 159 supermarchés Metro en Ontario, d'une superficie moyenne d'environ 38 300 pieds carrés, se démarquent par une offre de choix, notamment dans les viandes, les fruits et légumes, la boulangerie, les fleurs, de même que par un accueil chaleureux. Sous la marque *Fresh 2 Go^{MD}* exclusive à Metro, les repas préparés offrent aux clients pressés et soucieux de leur alimentation des solutions nutritives et prêtes à manger pour toute la famille.

En cette période économique difficile où les consommateurs sont plus que jamais à la recherche de bons rapports qualité/prix, ils peuvent compter sur nos spéciaux hebdomadaires ainsi que sur des prix réduits sur des milliers de produits de toutes les catégories. Grâce aux produits de marques privées *Selection* et *Irresistibles*, le consommateur réalise des économies sans compromis sur la qualité. En Ontario, nos supermarchés Metro participent au programme de fidélité Air Miles^{MD} permettant aux consommateurs d'accumuler des milles de récompense qu'ils peuvent appliquer à des achats dans nos supermarchés.

Au cours de l'exercice, nous avons investi avec nos marchands affiliés 292,5 millions \$ pour l'ouverture de huit nouveaux supermarchés, pour des agrandissements et des rénovations majeures dans 30 supermarchés ainsi que pour la conversion de nos supermarchés à la bannière Metro en Ontario. Après la fin de l'exercice 2009, la Société a acquis 18 magasins au Québec qui appartenaient à des marchands affiliés. L'acquisition des magasins d'alimentation GP fut la plus importante avec 15 magasins dont huit sous l'une des bannières Metro ou Metro Plus et sept sous la bannière GP.



MAGASINS D'ESCOMPTE

Notre réseau de 179 magasins d'escompte est composé de 63 Super C au Québec d'une superficie moyenne de 43 200 pieds carrés et de 116 Food Basics en Ontario d'une superficie moyenne de 32 800 pieds carrés. Ces magasins permettent aux consommateurs d'économiser sur leurs achats en leur offrant les produits de marques nationales et de marques privées à des prix réduits.

Les Super C offrent aux consommateurs des magasins accueillants comprenant deux zones distinctes : *Le dépôt* pour les produits d'épicerie et *Le marché* pour les produits frais, dont un comptoir de viandes de qualité préparées par des bouchers sur place, une section boulangerie ainsi qu'un choix varié de fruits et de légumes frais.

La croissance importante de Food Basics en 2009 confirme l'accueil très favorable du consommateur au repositionnement de cette bannière. La qualité et la variété de fruits et légumes à bas prix sont toujours très prisées par le consommateur ainsi que la plus grande variété de produits d'épicerie combinée à l'offre importante de produits de marque privée.

Nous offrons également dans nos magasins d'escompte plusieurs sections de produits ethniques pour répondre à la demande de notre clientèle.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons investi 83,8 millions \$ pour l'ouverture de cinq nouveaux magasins d'escompte ainsi que pour des agrandissements et des rénovations majeures.





MARQUES PRIVÉES

Depuis 2007, nous avons développé plus de 900 produits de marque privée *Irresistibles* et plus de 2 500 produits de marque *Selection*. Les produits haut de gamme *Irresistibles* sont de grande qualité, innovateurs et souvent exclusifs. Les produits *Selection* sont de qualité égale ou supérieure aux produits de marques de référence, mais sont offerts à des prix très avantageux.

Nous voulons développer des produits qui répondent aux besoins de nos clients tant au niveau du goût que des attributs santé. Les produits *Irresistibles Life Smart/Mieux-être, Bio* et *Eco* sont des solutions aux préoccupations de santé et d'environnement de nos clients. Nous poursuivons sans cesse la recherche de nouvelles recettes, de nouveaux emballages et de nouveaux produits afin de mieux répondre aux attentes des consommateurs, telles que diminuer les contenus en sel, en sucre et en gras trans et réduire la quantité d'emballage de nos produits de marque privée.

De nouveau cette année, le Conseil canadien des distributeurs en alimentation, dans le cadre du Grand Prix canadien des produits nouveaux, nous a décerné le premier prix dans la catégorie des produits de marque privée confiserie, collation et dessert pour nos sorbets sans gras *Irresistibles*. De plus, nos emballages ont remporté plusieurs prix de design.

Notre stratégie de segmentation de nos marques privées et la qualité de nos produits ont été bien accueillies par les consommateurs et se sont traduites par une augmentation de 12,9 % de leurs ventes en 2009.



PHARMACIES

Nous comptons sur un réseau de 268 pharmacies réparties au Québec et en Ontario.

Au Québec, nous desservons 187 pharmacies dont 114 pharmacies Brunet d'une superficie moyenne de 5 300 pieds carrés, huit pharmacies Brunet Plus d'une superficie moyenne de 8 800 pieds carrés et 65 pharmacies Clini Plus d'une superficie moyenne de 1 300 pieds carrés.

En Ontario, notre réseau est composé de 81 pharmacies dont 54 sont intégrées dans nos magasins Metro sous la bannière Pharmacy et 27 pharmacies arborant la bannière Drug Basics, à même nos magasins Food Basics.

Les pharmacies au Québec sont la propriété de pharmaciens franchisés et plusieurs d'entre elles sont situées à proximité de nos magasins d'alimentation.

Lancée à l'été 2009, la bannière Brunet Plus est une nouvelle génération de pharmacies offrant plus de produits et de variété, mais toujours axée sur la santé. Cette bannière Brunet Plus donne un caractère distinctif à nos pharmacies Brunet de plus grande surface qui ont été inaugurées au cours des dernières années.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

ENVIRONNEMENT La Société a adopté sa politique environnementale en 1998 afin de réduire son impact sur l'environnement. Depuis, plusieurs initiatives à cet égard ont été mises de l'avant, dont des programmes de réduction à la source, de recyclage et d'efficacité énergétique.

Parmi ces initiatives, en 2006, la Société fut le premier détaillant à offrir aux consommateurs les sacs réutilisables. La Société a endossé, en 2008, le Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes et a adopté, le 1^{er} juin 2009, une des mesures proposées par le Code, soit de percevoir 0,05 \$ par sac d'emplettes dans tous ses magasins du Québec et de l'Ontario. Peu de temps après l'introduction de cette nouvelle pratique, le nombre de sacs de plastique distribués a été réduit de 70 %, dépassant l'objectif de 50 % que nous prévoyions atteindre en 2010. En octobre 2009, la Société a fait un pas de plus vers l'élimination des sacs de plastique en devenant le premier détaillant en alimentation canadien à offrir des sacs réutilisables pour les fruits et légumes.

Le 1^{er} juin 2009, la Société a aussi créé le Fonds Éco École, une démarche visant à encourager les élèves d'écoles primaires et secondaires à adopter des habitudes de vie saines et respectueuses de l'environnement. Les écoles du Québec et de l'Ontario pourront recevoir chacune 1 000 \$ pour la réalisation de projets qui contribueront à un environnement plus sain. La Société investira 1 million \$ par province dans le cadre de ce programme.

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE La sécurité alimentaire est une priorité permanente de la Société. Nous travaillons étroitement avec les autorités gouvernementales et appliquons les plus hautes exigences en matière de salubrité et de sécurité alimentaire à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Des programmes de formation continue sont donnés à notre personnel. Nos principaux centres de transformation et de distribution de viandes sont accrédités HACCP (*Hazard Analysis and Critical Control Point*), la norme mondiale la plus élevée dans l'industrie. Nous avons des systèmes de traçabilité qui nous permettraient de rappeler des produits, si nécessaire. Nos étiquetages de produits de marques privées informent les consommateurs sur les valeurs nutritives. Nous avons aussi développé un plan d'urgence pour faire face à une éventuelle pandémie.

PRÉSENCE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ La Société est consciente de son rôle économique et social dans la communauté et s'assure de participer activement à plusieurs activités. Par ses dons en argent et en produits ainsi que par l'implication de plusieurs employés, la Société soutient des douzaines d'organismes et institutions œuvrant dans le secteur de l'éducation, de la santé et du mieux-être.

La Société et ses employés au Québec contribuent pour plus d'un demi-million de dollars par année à l'organisme Centraide qui soutient un vaste réseau d'organismes communautaires. En Ontario, la Société recueille, par des activités de collecte de fonds, des sommes d'argent pour son programme caritatif *Growing Great Kids*, destiné à nourrir, soigner et aider les enfants, et *Trees Ontario*, un organisme qui incite la population à planter des arbres dans des propriétés rurales de l'Ontario. La Société a lancé en 2009 son programme *Servons le Québec* qui vise à offrir à sa clientèle des milliers de produits québécois tout en contribuant au mieux-être de la collectivité.

J'ai 1000 bonnes idées pour mon école

Metro s'est engagée à verser 1000 \$ à de nombreuses écoles partout au Québec pour les aider à créer un environnement plus sain.

Plus de détails à fonds-eco-ecole.ca

Prenez-en un

J'ai 1000 bonnes idées pour mon école

Pour tout savoir sur le Fonds Éco École contactez par Metro.

visitez fonds-eco-ecole.ca aujourd'hui!

Metro


100% sans gluten

NOUVEAU!

SACS RÉUTILISABLES POUR FRUITS ET LÉGUMES



- Réduisent votre consommation de sacs de plastique
- Conservent vos fruits et légumes dans votre réfrigérateur
- Lavables à la machine et résistants aux taches.

 Vos gestes parlent.



rapport de gestion

table des matières

APERÇU GÉNÉRAL **15** PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE **15** FAITS SAILLANTS **15** RÉSULTATS D'EXPLOITATION **17** RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS **19** SITUATION DE TRÉSORERIE **20** SITUATION FINANCIÈRE **21** SOURCES DE FINANCEMENT **23** OBLIGATIONS CONTRACTUELLES **23** OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS **24** QUATRIÈME TRIMESTRE **24** INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS **26** NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES **26** MESURES NON CONFORMES AUX PCGR **29** INFORMATIONS PROSPECTIVES **29** CONTRÔLES ET PROCÉDURES **29** ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS **30** PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES **30** GESTION DES RISQUES **31** PERSPECTIVES **33**

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. pour l'exercice financier terminé le 26 septembre 2009 et doit être lu en parallèle avec les états financiers annuels consolidés et les notes afférentes au 26 septembre 2009. La présente analyse tient compte des informations en date du 4 décembre 2009 à moins d'indication contraire.

APERÇU GÉNÉRAL

La Société est un chef de file dans l'industrie alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario.

La Société exploite, à titre de détaillant ou de distributeur, différentes bannières dans les segments de supermarchés et de magasins d'escompte. Les bannières Metro et Metro Plus visent à satisfaire les consommateurs désireux de trouver du service, de la variété, de la fraîcheur et de la qualité avec 380 supermarchés. Les magasins d'escompte Super C et Food Basics, au nombre de 179, offrent aux consommateurs soucieux à la fois d'économie et de qualité, des produits à bas prix. La majorité de tous ces magasins appartiennent à la Société ou à des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et leurs états financiers sont consolidés avec ceux de la Société. Un bon nombre de Metro et Metro Plus appartiennent à des marchands indépendants liés à la Société soit par des baux ou des contrats d'affiliation. Les approvisionnements à ces magasins font partie de notre chiffre d'affaires. La Société agit également comme distributeur en offrant à des commerces d'alimentation de petite surface et à des dépanneurs des bannières répondant à leur milieu et à leur clientèle. Les approvisionnements à ces magasins ainsi qu'à des chaînes de restaurants et des dépanneurs appartenant à des pétrolières sont inclus dans le chiffre d'affaires de la Société.

Nous agissons également à titre de franchiseur et de distributeur pour 187 pharmacies franchisées Brunet et Clini Plus appartenant à des pharmaciens indépendants. Notre chiffre d'affaires comprend des royautés perçues de ces franchisés ainsi que des approvisionnements que nous leur effectuons. Nous exploitons aussi 81 pharmacies sous les bannières Pharmacy et Drug Basics. Leurs chiffres d'affaires font partie de celui de la Société. Notre chiffre d'affaires inclut également les approvisionnements faits à des pharmacies non franchisées ainsi qu'à différents centres de santé.

SURFACE TOTALE DE VENTE

(en millions de pieds carrés)

05	18,5
06	18,6
07	18,7
08	19,0
09	19,3

BAIIA⁽¹⁾

(en millions de dollars)

05	365,5
06	610,4
07	626,3
08	638,9
09	741,6

PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE

Afin de nous assurer de l'efficacité de nos stratégies et de l'atteinte de nos objectifs, nous utilisons différents indicateurs de performance, dont les principaux sont les suivants :

- chiffre d'affaires;
- pourcentage du bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement (BAIIA)⁽¹⁾ par rapport au chiffre d'affaires;
- pourcentage du bénéfice net par rapport au chiffre d'affaires;
- rendement de l'avoir des actionnaires;
- superficie du réseau de détail.

Nos commentaires qui suivent sur les pages suivantes portent entre autres sur ces principaux indicateurs de performance.

FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009 (52 semaines)	2008 (52 semaines)	Variation (%)	2007 (52 semaines)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	11 196,0	10 725,2	4,4	10 644,6	0,8
Bénéfice net	354,4	292,2	21,3	277,2	5,4
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	359,0	280,8	27,8	295,6	(5,0)
Bénéfice net dilué par action (en dollars)	3,19	2,58	23,6	2,38	8,4
Bénéfice net dilué par action ajusté ⁽¹⁾ (en dollars)	3,23	2,48	30,2	2,54	(2,4)
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	16,4	14,6	—	15,1	—
Dividende par action (en dollars)	0,5375	0,49	9,7	0,45	8,9
Total de l'actif	4 666,2	4 425,6	5,4	4 292,7	3,1
Dette à long terme	1 004,3	1 005,0	(0,1)	1 028,8	(2,3)

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

Le chiffre d'affaires de la Société a été de 11 196,0 millions \$ en 2009, soit une hausse de 4,4 % par rapport à celui de 2008. Le chiffre d'affaires de 2008 était de 10 725,2 millions \$ comparativement à 10 644,6 millions \$ en 2007, soit une hausse de 0,8 %. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, l'augmentation du chiffre d'affaires de 2009 par rapport à 2008 a été de 5,3 %. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, l'augmentation du chiffre d'affaires de 2008 par rapport à 2007 a été de 1,3 %. Le bénéfice net de 2009 a été de 354,4 millions \$, en hausse de 21,3 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de 2008 a été de 292,2 millions \$, en hausse de 5,4 % par rapport à celui de 2007 de 277,2 millions \$. Le bénéfice net dilué par action de 2009 a été de 3,19 \$, en hausse de 23,6 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Celui de 2008 a été de 2,58 \$ comparativement à 2,38 \$ en 2007, en hausse de 8,4 %.

En 2009 et en 2008, nous avons enregistré des éléments non récurrents. Ces éléments étaient composés de charges de conversion de bannières de 11,0 millions \$ avant impôts en 2009, de charges d'intégration et de rationalisation de 30,5 millions \$ avant impôts en 2007, de réductions de charges d'impôts de 2,7 millions \$ en 2009, de 11,4 millions \$ en 2008 et de 1,8 million \$ en 2007. En excluant tous ces éléments, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ a été de 359,0 millions \$ en 2009 comparativement à 280,8 millions \$ en 2008. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2009 a été de 3,23 \$ par rapport à 2,48 \$ en 2008, en hausse de 30,2 %. Le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de 2008 a été en baisse de 5,0 % par rapport à celui de 2007 de 295,6 millions \$ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2008 de 2,48 \$ a été en baisse de 2,4 % par rapport à celui de 2,54 \$ de 2007.

La croissance du chiffre d'affaires et du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de 2009 par rapport à ceux de 2008 s'explique par des mises en marché bien ciblées, par des efforts déployés dans nos magasins en Ontario pour améliorer nos opérations, dont les marges brutes, ainsi que par des difficultés survenues au cours des deux premiers trimestres de 2008.

Les deux premiers trimestres de 2008 ont été moins profitables que les deux premiers trimestres de 2007 en raison d'un environnement concurrentiel plus intense en Ontario, ainsi qu'à une période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouveau centre de distribution des Services alimentaires au Québec. Nous avons renoué, aux troisième et quatrième trimestres de 2008, avec la croissance du bénéfice net et du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ ainsi que du bénéfice net dilué par action et du bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾.

Le rendement de l'avoir des actionnaires a été de 16,4 % en 2009, de 14,6 % en 2008 et de 15,1 % en 2007. Les dividendes versés ont été de 59,3 millions \$ en 2009, de 55,3 millions \$ en 2008 et de 51,8 millions \$ en 2007, représentant respectivement 20,3 %, 19,9 % et 20,5 % des bénéfices nets des exercices précédents. Les actifs totaux ont été de 4 666,2 millions \$ en 2009, de 4 425,6 millions \$ en 2008 et de 4 292,7 millions \$ en 2007. La dette à long terme était de 1 004,3 millions \$ en 2009, de 1 005,0 millions \$ en 2008 et de 1 028,8 millions \$ en 2007.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

CHIFFRE D'AFFAIRES Notre chiffre d'affaires a été de 11 196,0 millions \$ en 2009 comparativement à 10 725,2 millions \$ en 2008, soit une hausse de 4,4 %. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, l'augmentation a été de 5,3 %.

Explication de la variation du chiffre d'affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009	2008	Variation (%)
Chiffre d'affaires	11 196,0	10 725,2	4,4
Baisse due au non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement	—	(91,7)	—
Chiffre d'affaires ajusté	11 196,0	10 633,5	5,3

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾ Le BAIIA⁽¹⁾ pour l'exercice 2009 a été de 741,6 millions \$, soit 6,6 % de notre chiffre d'affaires, comparativement à 638,9 millions \$ pour l'an passé ou 6,0 % du chiffre d'affaires. En excluant des charges de conversion de bannières de nos supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 11,0 millions \$ avant impôts enregistrées au cours de l'exercice 2009, le pourcentage du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires a été de 6,7 %. Cette progression est attribuable à une augmentation de notre chiffre d'affaires résultant principalement de mises en marché bien ciblées et de nos efforts déployés dans nos magasins en Ontario pour améliorer nos opérations, dont les marges brutes. Elle s'explique également par des difficultés que nous avons éprouvées au cours des deux premiers trimestres de 2008. Ces difficultés, liées à une concurrence plus intense en Ontario ainsi qu'à des périodes d'apprentissage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et du nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec, ont été corrigées au cours des troisième et quatrième trimestres de 2008. Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 37,4 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 17,6 millions \$ l'an passé. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA ajusté⁽¹⁾ de l'exercice 2009 a été de 715,2 millions \$ ou 6,4 % du chiffre d'affaires comparativement à 621,3 millions \$ ou 5,8 % du chiffre d'affaires pour l'exercice 2008.

Nous avons adopté, au cours du premier trimestre de 2009, de façon rétrospective et en retraçant les états financiers consolidés des périodes antérieures, une nouvelle norme comptable publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), soit le chapitre 3031 « Stocks ». L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'effet significatif sur le BAIIA⁽¹⁾ de l'exercice 2009.

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009			2008		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA / Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA / Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	741,6	11 196,0	6,6	638,9	10 725,2	6,0
Charges de conversion de bannières	11,0	—	—	—	—	—
BAIIA ajusté	752,6	11 196,0	6,7	638,9	10 725,2	6,0
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(37,4)	—	—	(17,6)	—	—
BAIIA ajusté excluant la quote-part	715,2	11 196,0	6,4	621,3	10 725,2	5,8

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS La charge d'amortissement pour l'exercice 2009 a été de 189,1 millions \$ comparativement à 176,3 millions \$ pour l'an passé. Les frais financiers ont été de 48,0 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 58,4 millions \$ en 2008. Le taux de financement moyen a été de 4,4 % pour l'exercice 2009 comparativement à 5,2 % pour l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES La charge d'impôts a été de 150,1 millions \$ pour l'exercice 2009 et représente un taux effectif de 29,8 % par rapport à une charge d'impôts de 113,9 millions \$ en 2008 avec un taux effectif de 28,2 %. Au cours des deux exercices, les autorités fiscales ont adopté des réductions des taux d'imposition des revenus de placements et des grandes sociétés. Ces réductions de taux ont entraîné des diminutions nettes de nos passifs d'impôts futurs ainsi que des diminutions équivalentes de nos charges d'impôts de 2,7 millions \$ en 2009 et de 11,4 millions \$ en 2008. En excluant ces réductions de charges d'impôts, les taux effectifs ont été de 30,3 % pour l'exercice 2009 et de 31,0 % pour 2008.

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé, le 26 mars 2009 lors de son discours budgétaire 2009, des baisses futures successives du taux d'imposition des sociétés de 14 % à 10 % entre le 1^{er} juillet 2010 et le 1^{er} juillet 2013. À la fin de notre exercice financier 2009, le Parlement ontarien n'avait toujours pas approuvé cette mesure en première lecture. Cette étape a été franchie le 16 novembre 2009. Nous réduirons⁽¹⁾ nos passifs d'impôts futurs et nos charges d'impôts d'un montant de 10,0 millions \$ au cours du premier trimestre de 2010.

BÉNÉFICE NET Le bénéfice net pour l'exercice 2009 a été de 354,4 millions \$ comparativement à 292,2 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 21,3 %. Le bénéfice net dilué par action de 2009 a été de 3,19 \$ comparativement à 2,58 \$ l'an passé, soit une hausse de 23,6 %. En excluant les réductions de charges d'impôts de 2,7 millions \$ en 2009 et de 11,4 millions \$ en 2008 ainsi que les charges de conversion de bannières de 11,0 millions \$ avant impôts en 2009, le bénéfice net ajusté⁽²⁾ pour l'exercice 2009 a été de 359,0 millions \$ et de 280,8 millions \$ pour 2008, soit une hausse de 27,8 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽²⁾ a été de 3,23 \$ comparativement à 2,48 \$ l'an passé, soit une hausse de 30,2 %.

Ajustements au bénéfice net

	Exercice 2009		Exercice 2008		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	354,4	3,19	292,2	2,58	21,3	23,6
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	7,3	0,06	—	—		
Diminution de la charge d'impôts	(2,7)	(0,02)	(11,4)	(0,10)		
Bénéfice net ajusté ⁽²⁾	359,0	3,23	280,8	2,48	27,8	30,2

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

⁽²⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009	2008	Variation (%)
Chiffre d'affaires			
1 ^{er} trim. ⁽¹⁾	2 600,5	2 506,8	3,7
2 ^e trim. ⁽¹⁾	2 549,7	2 372,4	7,5
3 ^e trim. ⁽²⁾	3 513,3	3 370,0	4,3
4 ^e trim. ⁽¹⁾	2 532,5	2 476,0	2,3
Exercice	11 196,0	10 725,2	4,4
Bénéfice net			
1 ^{er} trim. ⁽¹⁾	81,1	73,8	9,9
2 ^e trim. ⁽¹⁾	76,3	54,0	41,3
3 ^e trim. ⁽²⁾	112,6	91,9	22,5
4 ^e trim. ⁽¹⁾	84,4	72,5	16,4
Exercice	354,4	292,2	21,3
Bénéfice net ajusté⁽³⁾			
1 ^{er} trim. ⁽¹⁾	84,1	62,4	34,8
2 ^e trim. ⁽¹⁾	77,2	54,0	43,0
3 ^e trim. ⁽²⁾	111,8	91,9	21,7
4 ^e trim. ⁽¹⁾	85,9	72,5	18,5
Exercice	359,0	280,8	27,8
Bénéfice net dilué par action (en dollars)			
1 ^{er} trim. ⁽¹⁾	0,73	0,64	14,1
2 ^e trim. ⁽¹⁾	0,68	0,48	41,7
3 ^e trim. ⁽²⁾	1,01	0,81	24,7
4 ^e trim. ⁽¹⁾	0,77	0,65	18,5
Exercice	3,19	2,58	23,6
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽³⁾ (en dollars)			
1 ^{er} trim. ⁽¹⁾	0,76	0,54	40,7
2 ^e trim. ⁽¹⁾	0,68	0,48	41,7
3 ^e trim. ⁽²⁾	1,01	0,81	24,7
4 ^e trim. ⁽¹⁾	0,78	0,65	20,0
Exercice	3,23	2,48	30,2

⁽¹⁾ 12 semaines

⁽²⁾ 16 semaines

En 2009, nos mises en marché bien ciblées nous ont permis d'enregistrer une croissance de notre chiffre d'affaires et nos efforts déployés dans nos magasins en Ontario pour améliorer nos opérations nous ont aussi permis d'augmenter nos marges brutes.

Les chiffres d'affaires des premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2009 ont augmenté respectivement de 3,7 %, de 7,5 %, de 4,3 % et de 2,3 % par rapport à ceux correspondants de 2008. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2009 a augmenté de 4,7 %, celui du deuxième trimestre de 8,3 %, celui du troisième trimestre de 5,2 % et celui du quatrième trimestre de 3,2 %.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2009 par rapport à ceux de 2008 sont en hausse de 9,9 % et de 14,1 % respectivement. En excluant les charges de conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 4,5 millions \$ avant impôts enregistrées au premier trimestre de 2009 ainsi qu'une réduction de notre charge d'impôts de 11,4 millions \$ dont nous avons bénéficié au premier trimestre de 2008 suite à des réductions futures du taux d'imposition fédéral, le bénéfice net ajusté⁽³⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽³⁾ du premier trimestre de 2009 ont augmenté de 34,8 % et de 40,7 % respectivement.

⁽³⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2009 ont augmenté de 41,3 % et de 41,7 % respectivement par rapport à ceux de 2008. En excluant les charges de conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 1,3 million \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2009, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2009 a augmenté de 43,0 %.

La croissance enregistrée au cours des deux premiers trimestres de 2009 par rapport à ceux correspondants de 2008 s'explique également par les difficultés survenues au cours des deux premiers trimestres de 2008. Ces difficultés, liées à un environnement concurrentiel plus intense en Ontario ainsi qu'à des périodes d'apprentissage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec, ont été corrigées au cours des troisième et quatrième trimestres de 2008.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2009 ont été en hausse de 22,5 % et de 24,7 % par rapport à ceux de 2008. En excluant les éléments non récurrents enregistrés au troisième trimestre de 2009, soit des charges de 2,9 millions \$ avant impôts pour supporter la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro ainsi qu'une réduction de nos charges d'impôts de 2,7 millions \$, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2009 ont été en hausse de 21,7 % et de 24,7 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2008.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2009 ont été en hausse de 16,4 % et de 18,5 % par rapport à ceux de 2008. En excluant les charges de conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro de 2,3 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2009, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2009 ont été en hausse de 18,5 % et de 20,0 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2008.

(en millions de dollars)	2009					2008				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
Bénéfice net	81,1	76,3	112,6	84,4	354,4	73,8	54,0	91,9	72,5	292,2
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	3,0	0,9	1,9	1,5	7,3	—	—	—	—	—
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(2,7)	—	(2,7)	(11,4)	—	—	—	(11,4)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	84,1	77,2	111,8	85,9	359,0	62,4	54,0	91,9	72,5	280,8

(en dollars et par action)	2009					2008				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
Bénéfice net dilué	0,73	0,68	1,01	0,77	3,19	0,64	0,48	0,81	0,65	2,58
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	0,03	—	0,02	0,01	0,06	—	—	—	—	—
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(0,02)	—	(0,02)	(0,10)	—	—	—	(0,10)
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,76	0,68	1,01	0,78	3,23	0,54	0,48	0,81	0,65	2,48

SITUATION DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 520,1 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 450,2 millions \$ pour 2008. Cette augmentation des flux générés de l'exercice 2009 par rapport à 2008 s'explique principalement par une augmentation du bénéfice net et une variation différente des impôts futurs suite à l'utilisation, en 2009, de pertes reportées.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 258,8 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 188,6 millions \$ pour l'exercice 2008. Cette augmentation d'utilisation de fonds découle principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles plus importantes.

Nous avons investi avec les détaillants 376,3 millions \$ au cours de l'exercice 2009, résultant en une augmentation brute de 549 900 pieds carrés de notre réseau de détail et en une augmentation nette de 280 500 pieds carrés ou 1,5 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de 13 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 32 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT Les activités de financement ont nécessité des fonds de 171,6 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à une utilisation de fonds de 210,4 millions \$ pour l'exercice 2008. La diminution de fonds utilisés pour l'exercice 2009 par rapport à 2008 s'explique par un remboursement moindre de la dette à long terme en 2009 par rapport à 2008 et par le règlement du rachat de la part des actionnaires sans contrôle effectué en 2008.

SITUATION FINANCIÈRE

Malgré la situation économique difficile, nous n'anticipons⁽¹⁾ aucun risque de liquidité et considérons notre situation financière à la fin de l'exercice 2009 comme étant très saine. Nous avons un total de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 241,4 millions \$ et une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 millions \$. Notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 30,7 %.

Nos principales dettes à long terme à la fin du quatrième trimestre de 2009 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions de dollars)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets de Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets de Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

Nous avons également à la fin de l'exercice 2009 des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 100,0 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables pour des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixes	Montant nominal (en millions de dollars)	Échéance
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin de l'exercice 2009 l'équivalent de 700,0 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,482 % à 5,97 % et 269,3 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

À la fin de l'exercice, nous avons également des contrats de change à terme afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs en devises US. Ces contrats de change à terme avaient une échéance à court terme et leur juste valeur était non significative.

Nos principaux ratios financiers se présentaient ainsi :

	Au 26 septembre 2009	Au 27 septembre 2008
Structure financière		
Dette à long terme (en millions de dollars)	1 004,3	1 005,0
Avoir des actionnaires (en millions de dollars)	2 264,1	2 068,3
Dette à long terme/capital total (%)	30,7	32,7
	2009	2008
Résultats		
BAIIA ⁽²⁾ /Frais financiers (fois)	15,5	10,9

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

⁽²⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

CAPITAL-ACTIONS

<i>(en milliers)</i>	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B	
	2009	2008	2009	2008
Solde au début de l'exercice	109 806	113 683	750	804
Émission d'actions	2 044	661	—	—
Rachat d'actions	(3 989)	(4 552)	—	—
Acquisition d'actions autodétenues	(115)	(40)	—	—
Actions autodétenues remises en circulation	52	—	—	—
Conversion d'actions	32	54	(32)	(54)
Solde à la fin de l'exercice	107 830	109 806	718	750
Solde au 4 décembre 2009 et au 5 décembre 2008	107 055	110 189	642	750

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	Au 4 décembre 2009	Au 26 septembre 2009	Au 27 septembre 2008
Options d'achat d'actions <i>(en milliers)</i>	1 763	1 864	3 534
Prix d'exercice <i>(en dollars)</i>	17,23 à 39,17	17,23 à 39,17	17,01 à 39,17
Prix d'exercice moyen pondéré <i>(en dollars)</i>	28,93	28,53	23,63

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 4 décembre 2009	Au 26 septembre 2009	Au 27 septembre 2008
Unités d'actions au rendement <i>(en milliers)</i>	268	268	258
Échéance moyenne pondérée <i>(en mois)</i>	16	18	20

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS La Société a décidé de renouveler son programme de rachat d'actions afin de se doter d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pourrions décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société. Le conseil d'administration a autorisé la Société à acheter, dans le cours normal de ses activités entre le 8 septembre 2009 et le 7 septembre 2010, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A, représentant approximativement 5,5 % de ses actions émises et en circulation le 5 août 2009 à la fermeture de la Bourse de Toronto. Les achats s'effectueront au prix du marché par l'entremise de cette bourse et conformément à ses règles et politiques. Les actions subalternes catégorie A ainsi achetées seront annulées. Relativement à son programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités qui couvrait la période du 5 septembre 2008 au 4 septembre 2009, la Société a racheté 4 597 200 de ses actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 34,57 \$ pour une considération totale de 158,9 millions \$. En ce qui concerne le programme qui couvre la période du 8 septembre 2009 au 7 septembre 2010, la Société a racheté, jusqu'au 4 décembre 2009, 1 140 900 de ses actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 34,60 \$, pour une considération totale de 39,5 millions \$.

POLITIQUE DE DIVIDENDES La politique de dividendes de la Société consiste à verser un dividende annuel total représentant environ 20 % du bénéfice net avant les éléments extraordinaires de l'exercice précédent. Pour une quinzième année consécutive, la Société a versé à ses actionnaires des dividendes trimestriels. Le dividende annuel est en hausse de 9,7 % et s'est élevé à 0,5375 \$ par action comparativement à 0,49 \$ en 2008 pour un montant total de 59,3 millions \$ en 2009 et de 55,3 millions \$ en 2008, soit une hausse de 7,2 %. Les dividendes versés en 2009 représentaient 20,3 % du bénéfice net de l'exercice précédent comparativement à 19,9 % en 2008.

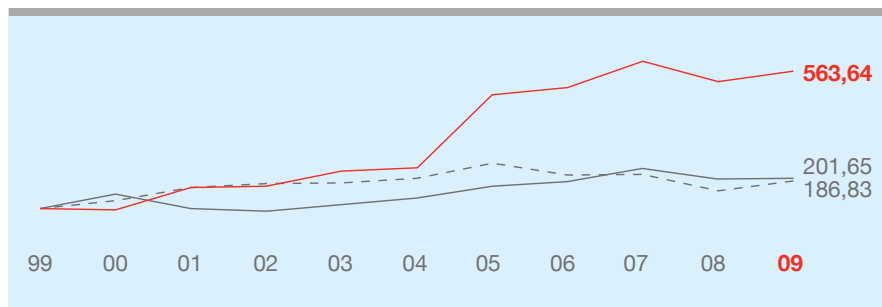
OPÉRATIONS BOURSIÈRES La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 27,38 \$ à 40,00 \$ au cours de l'exercice 2009 (21,00 \$ à 35,85 \$ en 2008). Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto a été de 114,9 millions (83,7 millions en 2008). Le cours de clôture du vendredi 25 septembre 2009 était de 34,73 \$ comparativement à 31,77 \$ à la fin de l'exercice 2008. Depuis la fin de l'exercice, l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 33,02 \$ à 39,15 \$. Le cours de clôture du 4 décembre 2009 était de 37,91 \$. L'action de METRO a connu une croissance soutenue au cours des 10 dernières années, affichant une croissance supérieure à l'indice S&P/TSX et à l'indice sectoriel de l'industrie alimentaire canadienne.

DIVIDENDE PAR ACTION

(en dollars)

05	0,385
06	0,415
07	0,45
08	0,49
09	0,5375

RENDEMENT COMPARATIF DES ACTIONS SUR 10 ANS*



— Metro Inc.
— S&P/TSX
- - - - - S&P/TSX Indice alimentaire

* 100 \$ investis le 30 septembre 1999 en actions incluant le réinvestissement des dividendes et déterminé au 30 septembre de chaque année.

SOURCES DE FINANCEMENT

Nos activités d'exploitation ont permis de générer des flux de trésorerie de 520,1 millions \$ en 2009. Ces sommes ont été suffisantes pour financer nos activités d'investissement, dont des acquisitions de 271,9 millions \$ d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels.

À la fin de l'exercice 2009, notre situation financière était composée principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 241,4 millions \$, d'une facilité de crédit rotative de 400,0 millions \$ non utilisée, d'une facilité de crédit A de 369,3 millions \$ et de billets de 200,0 millions \$ au taux de 4,98 % échéant en 2015 et de 400,0 millions \$ au taux de 5,97 % échéant en 2035.

Malgré la situation économique difficile, nous n'anticipons⁽¹⁾ aucun risque de liquidité et considérons notre situation financière à la fin de l'exercice 2009 comme étant très saine. La Société a déjà renégocié, le 8 août 2007, sa facilité de crédit rotative de 400,0 millions \$ non utilisée ainsi que sa facilité de crédit A de 369,3 millions \$. L'échéance de ces facilités de crédit avait été prolongée jusqu'en août 2012 et les taux d'intérêts exigés avaient été réduits.

Nous croyons⁽¹⁾ que les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation de l'an prochain devraient être suffisants pour couvrir entièrement nos besoins de fonds liés aux activités d'investissement et de financement, dont des investissements en immobilisations et en actifs incorporels de l'ordre de 250 millions \$⁽¹⁾.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par exercice (capital et intérêts)

(en millions de dollars)	Emprunts	Billets	Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	Obligations en vertu de contrats de service	Obligations en vertu de contrats de location-exploitation	Obligations en vertu de baux et sous-baux ⁽²⁾	Total
2010	14,7	33,8	6,4	71,0	155,1	40,7	321,7
2011	12,6	33,8	5,1	70,4	150,8	39,9	312,6
2012	381,2	33,8	5,1	55,7	140,0	37,8	653,6
2013	0,6	33,8	5,1	53,7	122,2	34,2	249,6
2014	0,5	33,8	4,6	54,8	104,6	30,6	228,9
2015 et suivants	12,8	1 111,6	24,2	304,6	626,8	263,6	2 343,6
	422,4	1 280,6	50,5	610,2	1 299,5	446,8	4 110,0

⁽²⁾ La Société s'est engagée, par des baux s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2033, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions.

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice 2008, la Société a acquis, à la valeur d'échange, un supermarché d'alimentation dans lequel un membre du conseil d'administration, Maryse Labonté, détenait un intérêt. Après cette transaction, Maryse Labonté a démissionné, le 2 juin 2008, de son poste d'administrateur de la Société.

Au cours de l'exercice 2009, les ventes à des entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration, soit Serge Ferland (et Maryse Labonté jusqu'à son départ), se sont élevées à 27,3 millions \$ (26,4 millions \$ en 2008). Ces opérations sont effectuées dans le cours normal des affaires et ont été comptabilisées à la valeur d'échange. Au 26 septembre 2009, les débiteurs comprenaient un solde de 0,9 million \$ (0,9 million \$ au 27 septembre 2008) résultant de ces opérations.

QUATRIÈME TRIMESTRE

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009	2008	Variation (%)
Chiffre d'affaires	2 532,5	2 476,0	2,3
BAIIA ⁽¹⁾	175,8	160,6	9,5
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	178,1	160,6	10,9
Bénéfice net	84,4	72,5	16,4
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	85,9	72,5	18,5
Bénéfice net dilué par action (en dollars)	0,77	0,65	18,5
Bénéfice net dilué par action ajusté ⁽¹⁾ (en dollars)	0,78	0,65	20,0
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités d'exploitation	230,8	185,5	—
Activités d'investissement	(94,8)	(72,7)	—
Activités de financement	(58,7)	(85,8)	—

CHIFFRE D'AFFAIRES Le chiffre d'affaires a augmenté de 2,3 % au quatrième trimestre de 2009 pour atteindre 2 532,5 millions \$ comparativement à 2 476,0 millions \$ l'an dernier. En excluant la baisse des ventes causée par le non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement avec une chaîne de dépanneurs, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2009 a augmenté de 3,2 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a augmenté de 2,0 %.

Explication de la variation du chiffre d'affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009	2008	Variation (%)
Chiffre d'affaires	2 532,5	2 476,0	2,3
Baisse due au non-renouvellement d'un contrat d'approvisionnement	—	(22,3)	
Chiffre d'affaires ajusté	2 532,5	2 453,7	3,2

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾ Le BAIIA⁽¹⁾ pour le quatrième trimestre de 2009 a atteint 175,8 millions \$ comparativement à 160,6 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 9,5 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du quatrième trimestre représente un taux de 6,9 % du chiffre d'affaires comparativement à 6,5 % l'an dernier. En excluant les charges de conversion de bannières de 2,3 millions \$ enregistrées en 2009, le pourcentage du BAIIA ajusté⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires du quatrième trimestre a été de 7,0 %. Cette progression est attribuable principalement à nos marges brutes augmentées par nos efforts déployés dans nos magasins en Ontario pour améliorer nos opérations.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 11,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2009 comparativement à 5,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2008. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2009 a été de 166,4 millions \$ ou 6,6 % du chiffre d'affaires, comparativement à 155,6 millions \$ ou 6,3 % du chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre de 2008.

L'adoption d'une nouvelle norme comptable publiée par l'ICCA, soit le chapitre 3031 «Stocks», au cours du premier trimestre de 2009, de façon rétrospective et en retraitant les états financiers des périodes antérieures, n'a pas eu d'effet significatif sur les BAIIA⁽¹⁾ des quatrièmes trimestres de 2009 et 2008.

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	4 ^e trimestre 2009			4 ^e trimestre 2008		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	175,8	2 532,5	6,9	160,6	2 476,0	6,5
Charges de conversion de bannières	2,3	—	—	—	—	—
BAIIA ajusté	178,1	2 532,5	7,0	160,6	2 476,0	6,5
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(11,7)	—	—	(5,0)	—	—
BAIIA ajusté excluant la quote-part	166,4	2 532,5	6,6	155,6	2 476,0	6,3

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS Les dépenses d'amortissement pour le quatrième trimestre de 2009 ont été de 46,3 millions \$ comparativement à 41,4 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé. Les frais financiers ont été de 10,1 millions \$ au quatrième trimestre de 2009 et de 12,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'an dernier.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES La charge d'impôts a été de 35,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2009 avec un taux d'imposition de 29,3 %. Pour le quatrième trimestre de 2008, la charge d'impôts a été de 34,3 millions \$ avec un taux d'imposition effectif de 32,1 %.

BÉNÉFICE NET Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2009 a été de 84,4 millions \$, comparativement à 72,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an dernier, soit une augmentation de 16,4 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,77 \$ par rapport à 0,65 \$ l'an dernier, en hausse de 18,5 %. En excluant les charges non récurrentes de 2,3 millions \$ avant impôts enregistrées au quatrième trimestre de 2009 pour supporter la conversion des supermarchés en Ontario à la bannière Metro, notre bénéfice net ajusté⁽¹⁾ a été de 85,9 millions \$, en hausse de 18,5 % par rapport à celui de 2008, et notre bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 0,78 \$, en hausse de 20,0 %.

Ajustement au bénéfice net

	4 ^e trimestre 2009		4 ^e trimestre 2008		Variation (%)	
	<i>(en millions de dollars)</i>	BPA dilué <i>(en dollars)</i>	<i>(en millions de dollars)</i>	BPA dilué <i>(en dollars)</i>	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	84,4	0,77	72,5	0,65	16,4	18,5
Charges de conversion de bannières nettes d'impôts	1,5	0,01	—	—		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	85,9	0,78	72,5	0,65	18,5	20,0

SITUATION DE TRÉSORERIE

Activités d'exploitation Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 230,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2009 comparativement à 185,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. L'augmentation des flux générés du quatrième trimestre par rapport au trimestre correspondant de 2008 s'explique principalement par une augmentation du bénéfice net et une variation différente des impôts futurs suite à l'utilisation, en 2009, de pertes reportées.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

Activités d'investissement Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 94,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2009 comparativement à 72,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2008. Cette augmentation d'utilisation de fonds découle principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles plus importantes.

Activités de financement Les activités de financement ont nécessité des fonds de 58,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2009 comparativement à une utilisation de fonds de 85,8 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2008. La diminution de fonds utilisés pour le quatrième trimestre de 2009 par rapport au trimestre correspondant de 2008 s'explique par un remboursement moindre de la dette à long terme au quatrième trimestre de 2009 par rapport à celui correspondant de 2008 et par le règlement du rachat de la part des actionnaires sans contrôle effectué au quatrième trimestre de 2008.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société s'est dotée d'une politique de gestion des risques financiers, approuvée par son conseil d'administration en décembre 2005, énonçant les lignes directrices sur l'utilisation des instruments financiers dérivés. Ces lignes directrices interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. En 2009, la Société utilisait des instruments financiers dérivés tels que décrits aux notes 2 et 25 des états financiers consolidés.

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

ADOPTÉES EN 2009

STOCKS Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons adopté le chapitre 3031 «Stocks». Selon cette nouvelle norme, les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et l'utilisation de la méthode du prix de détail est permise lorsqu'elle donne des résultats proches du coût. De plus, tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent doivent être inclus dans le coût des stocks. Les autres coûts doivent être comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Nous évaluons nos stocks en entrepôt au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties reçues de fournisseurs, et de la valeur nette de réalisation. Nos stocks des magasins sont évalués selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Suite à l'adoption du nouveau chapitre, nous avons ajouté certains coûts à nos stocks, tels que des coûts de réception et de mise en tablette ainsi que des coûts pour les produits transformés en magasin. Les coûts d'entreposage sont comptabilisés à titre de charges d'exploitation.

Le nouveau chapitre 3031 a été appliqué de façon rétrospective et en retraçant les états financiers consolidés des périodes antérieures.

Les ajustements apportés sont décrits à la note 3 des états financiers consolidés inclus dans le présent rapport annuel.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons adopté le chapitre 3064 «Écarts d'acquisition et actifs incorporels». Le nouveau chapitre confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation. En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, aux écarts d'acquisition et aux informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062 «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels». L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS Au cours du deuxième trimestre de 2009, nous avons adopté le CPN-173 «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers». Selon ce nouvel abrégé, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

INSTRUMENTS FINANCIERS Au quatrième trimestre de 2009, nous avons adopté les modifications apportées au chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir ». Ces modifications ont entraîné la divulgation d'informations supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur des contrats d'échange de taux d'intérêt et des contrats de change à terme. L'application de ces modifications n'a pas eu d'impact sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

RÉCEMMENT PUBLIÉE

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de conversion des PCGR aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la Société, la date de conversion aux IFRS sera le premier jour de l'exercice 2012, soit le 25 septembre 2011.

Afin de réaliser la conversion de nos états financiers consolidés aux IFRS, nous avons mis sur pied une structure de projet. Une équipe de travail multidisciplinaire analyse, recommande les choix de conventions comptables et implante chacune des normes IFRS. Un comité directeur, formé de membres de la haute direction, approuve les choix de conventions comptables et s'assure que les ajustements sont faits, entre autres, aux technologies de l'information, aux contrats et au contrôle interne. Les vérificateurs externes sont informés et consultés sur nos choix. Le comité de vérification de la Société veille à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités et réussisse la conversion aux IFRS.

Nous avons également élaboré un plan de travail dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après :

Phase 1 : Analyse préliminaire et diagnostic

Activités	Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements au niveau de la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir. Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis au niveau de leur implantation.
Échéance	Fin de notre exercice 2008.
État d'avancement	Terminé.

Phase 2 : Analyse des normes

Activités	<p>Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS.</p> <p>Choix des conventions comptables que la Société appliquera de façon continue.</p> <p>Choix par la Société des allègements offerts par l'IFRS 1 à la date de transition.</p> <p>Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés.</p> <p>Analyse des informations à fournir.</p> <p>Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes.</p> <p>Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">■ technologies de l'information ;■ contrôle interne à l'égard de l'information financière ;■ contrôles et procédures de communication de l'information ;■ contrats ;■ rémunération ;■ fiscalité ;■ formation.
Échéance	<p>Nous avons préparé un échéancier détaillé qui répartit l'analyse de la majorité des normes jusqu'à la fin de septembre 2010. Nous les avons priorisées en tenant compte de leur classement au moment du diagnostic, du temps requis pour compléter le travail d'analyse et de mise en place, des disponibilités des membres de l'équipe de travail ainsi que des dates prévues pour la publication des documents de discussion, exposés-sondages et nouvelles normes de l'International Accounting Standard Board (IASB).</p>
État d'avancement	<p>À la fin de l'exercice 2009, 25 normes et interprétations IFRS sont en cours d'analyse sur un total d'environ 50 normes et interprétations IFRS qui pourraient avoir un impact pour notre Société.</p>

Phase 3: Mise en application

Activités	<p>Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition.</p> <p>Compilation des données financières comparatives.</p> <p>Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir.</p> <p>Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir.</p> <p>Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.</p>
Échéances	<p>À la fin de notre exercice 2011, notre bilan d'ouverture, nos données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés.</p> <p>Au cours de notre exercice 2012, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.</p>
État d'avancement	<p>Non commencé.</p>

Tout au long de notre projet de conversion aux IFRS, nous divulguerons l'état d'avancement de notre plan de travail. De plus, nous expliquerons les principales différences entre nos conventions comptables actuelles et celles que nous appliquerons selon les IFRS (sous forme descriptive et quantitative) ainsi que les choix que nous ferons à l'égard des allègements offerts par l'IFRS 1 à la date de transition.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA) Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Nous avons utilisé, dans le présent rapport annuel, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions «réduirons», «anticipons», «estimons», «prévoyons», «influencera», «poursuivre», «investirons», «aidera», «améliorer», «devrait», «innoverons», «sera», «permettra», «viserons», «continuerons» et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2010.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Un ralentissement ou une récession économique et l'arrivée d'un nouveau concurrent sont des exemples de ceux décrits à la rubrique «Gestion des risques» du présent rapport qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport annuel et représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le vice-président principal et chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la Société.

Sous leur supervision, une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des CPCI et du CIIF. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président principal et chef de la direction financière de la Société ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice terminé le 26 septembre 2009.

Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, lui est communiquée par d'autres personnes au sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Après la clôture de nos états financiers de l'exercice terminé le 26 septembre 2009, nous avons acquis 18 magasins affiliés pour lesquels nous assurons déjà l'approvisionnement. L'acquisition de ces magasins nous permettra de consolider notre présence au Québec.

Nous avons conclu une entente avec Dunnhumby, une société internationale de conseillers en marketing, afin de créer une coentreprise exclusive dont la mission est de mieux satisfaire les besoins des consommateurs afin de les fidéliser par le développement et la mise en place de stratégies clients.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

Notre rapport de gestion est fondé sur nos états financiers consolidés, préparés conformément aux PCGR, et il est présenté en dollars canadiens, notre unité de mesure. La préparation et la présentation des états financiers consolidés ainsi que d'autres informations financières contenues dans le rapport de gestion impliquent un choix judicieux de principes et méthodes comptables appropriés dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. Nos estimations sont fondées sur des hypothèses que nous croyons être raisonnables, comme par exemple nos hypothèses fondées sur des expériences passées. Ces estimations constituent la base de nos jugements relatifs à la valeur comptable d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles par voie d'autres sources. L'utilisation d'estimations différentes pourrait entraîner des montants différents de ceux qui sont présentés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

STOCKS Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks en entrepôt est déterminé selon le coût moyen net de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Le coût des stocks en magasins est évalué selon le prix de détail diminué de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties reçues de fournisseurs. De plus, tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont ajoutés au coût des stocks en entrepôt et en magasins. L'établissement des marges bénéficiaires brutes exige, de la part de la direction, des jugements et des estimations qui pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks au bilan et sur les résultats d'exploitation.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile, ce qui représente la période pendant laquelle nous estimons qu'ils contribueront aux flux de trésorerie futurs de la Société. L'utilisation d'hypothèses différentes sur la durée de vie utile pourrait donner lieu à des valeurs comptables différentes pour ces actifs et pour la charge d'amortissement.

ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE INDÉFINIE Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur doit être constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. Pour évaluer la juste valeur, nous utilisons la méthode de licence libre de redevances et la capitalisation du bénéfice excédentaire avant frais financiers et impôts. L'utilisation d'hypothèses et d'estimations différentes, comme par exemple le taux de redevances, le taux d'actualisation et le bénéfice avant frais financiers et impôts, pourrait donner lieu à des justes valeurs différentes et, en conséquence, à des valeurs comptables différentes pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie et ainsi affecter les résultats d'exploitation.

ÉCARTS D'ACQUISITION Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur. Pour évaluer la juste valeur de notre unité d'exploitation, nous utilisons la méthode de la capitalisation du bénéfice caractéristique. L'utilisation d'hypothèses et d'estimations différentes, comme par exemple le taux d'actualisation et le bénéfice caractéristique, pourrait donner lieu à des justes valeurs différentes et, en conséquence, à des valeurs comptables différentes pour les écarts d'acquisition et ainsi affecter les résultats d'exploitation.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME Les actifs à long terme, excluant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Lorsque la valeur comptable des actifs est supérieure aux flux de trésorerie nets futurs non actualisés directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle, une perte de valeur est constatée aux résultats. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs des actifs à long terme. L'utilisation d'hypothèses et d'estimations différentes, comme par exemple le taux d'actualisation et les flux de trésorerie nets futurs, pourrait donner lieu à des justes valeurs différentes et, en conséquence, à des valeurs comptables différentes pour les actifs à long terme et ainsi affecter les résultats d'exploitation.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS Nous offrons plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de nos participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les participants est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Cette méthode est fondée sur les hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu à long terme des actifs des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants et les coûts prévus des soins de santé. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait générer des valeurs comptables différentes pour les prestations constituées et ainsi affecter la charge au titre des régimes à prestations déterminées.

RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS Une charge de rémunération liée à l'attribution d'options d'achat d'actions doit être constatée pour toutes les attributions depuis le 29 septembre 2002. Elle est calculée selon la méthode fondée sur la juste valeur à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. Pour déterminer la juste valeur des options d'achat d'actions, nous utilisons des hypothèses concernant le taux d'intérêt sans risque, la durée prévue, la volatilité prévue et le taux de dividende prévu. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait affecter la charge de rémunération à l'état consolidé des résultats.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donnerait lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à leur valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont évalués d'après l'estimation de la direction des taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Ainsi, l'établissement de la charge d'impôts et des impôts futurs exige l'utilisation d'estimations, d'hypothèses et l'application du jugement qui, utilisés différemment, pourraient générer des valeurs comptables différentes pour les impôts futurs au bilan et ainsi affecter la charge d'impôts à l'état consolidé des résultats.

INSTRUMENTS FINANCIERS La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les contrats d'échange de taux d'intérêt et les contrats de change à terme sont évalués à la juste valeur. Les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les contrats de change à terme et ils sont enregistrés au résultat étendu pour les contrats d'échange de taux d'intérêt. L'utilisation d'hypothèses différentes pour évaluer la juste valeur, comme par exemple les taux d'intérêts prévus et le taux de change qu'une institution financière utiliserait pour renégocier un contrat, pourrait entraîner des valeurs comptables différentes et ainsi affecter l'état consolidé des résultats ou l'état consolidé du résultat étendu, selon le cas.

GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à différents risques dans le cours normal de ses opérations qui pourraient influencer sur sa rentabilité. Pour les contrer, nous nous sommes dotés de différentes stratégies propres aux principaux facteurs de risque.

MARCHÉ L'intensification de la concurrence, l'arrivée possible de nouveaux concurrents et l'évolution des besoins des consommateurs sont des préoccupations constantes pour la Société. Afin de maintenir notre position de chef de file au Québec et en Ontario, nous avons élaboré une stratégie efficace axée sur la segmentation des marchés. Nos bannières visent à satisfaire différents segments de marché et sont soutenues par des mises en marché adaptées à leurs clientèles respectives.

Notre bannière de supermarchés mise sur une très grande variété de produits à des prix concurrentiels et met un accent particulier sur le service à la clientèle. Cette mise en marché est appuyée par une offre variée de produits de marque privée qui fidélisent la clientèle, ainsi que par l'expertise des équipes œuvrant dans les magasins qui sont aptes à répondre aux tendances du marché et aux besoins des consommateurs. La qualité du personnel demeure un atout important et les programmes de formation donnés par L'École des professionnels METRO assurent le maintien de cet avantage.

Nos bannières d'escompte visent, pour leur part, à offrir le meilleur rapport qualité/prix sur le marché afin de rejoindre les consommateurs soucieux à la fois d'économie et de qualité. La stratégie de mise en marché répond à cette demande spécifique.

Nos bannières pharmaceutiques visent également à satisfaire des segments de marché particuliers dans l'industrie pharmaceutique. Nos pharmaciens et les pharmaciens propriétaires offrent des conseils et des services variés à leurs clients.

Toutes les autres bannières bénéficient aussi de stratégies adaptées au segment de marché qu'elles cherchent à rejoindre. Enfin, les programmes d'investissement continu dans tous les magasins assurent le maintien d'un réseau de détail des plus modernes au Canada.

Un ralentissement ou une récession économique pourrait influencer sur la situation financière de la Société. Par contre, nos supermarchés et nos magasins d'escompte peuvent s'adapter avec des mises en marché appropriées à de telles situations. Le besoin essentiel de se nourrir protège l'industrie alimentaire de pertes de ventes importantes.

TAUX D'INTÉRÊT La Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt principalement en raison des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables. Conformément à notre politique de gestion des risques, nous avons recours à des instruments financiers dérivés, soit des contrats d'échange de taux d'intérêt, afin de fixer une partie de notre coût d'emprunt et de réduire notre risque de taux d'intérêt. Ainsi, nous échangeons nos paiements d'intérêt à des taux variables pour des paiements d'intérêt à des taux fixes. Les lignes directrices de la politique nous interdisent d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation, mais elles ne peuvent pas garantir que nous ne subissons pas de pertes découlant de nos instruments financiers dérivés.

CRÉDIT La Société a des comptes débiteurs provenant en majeure partie de ventes faites à ses clients affiliés. Afin de nous prémunir contre des pertes de crédit auprès de nos clients affiliés, nous nous sommes dotés d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter ainsi que les garanties à obtenir. La majorité de nos comptes débiteurs est garantie par des actifs de nos clients affiliés.

LIQUIDITÉ La Société est exposée au risque de liquidité principalement en raison de sa dette à long terme et de ses crédettes. Nous évaluons régulièrement notre situation de trésorerie et nous estimons⁽¹⁾ que les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation sont suffisants pour couvrir entièrement nos besoins de fonds liés aux activités de financement. Notre facilité de crédit A ainsi que nos billets de Série A et Série B viennent à échéance seulement en 2012, 2015 et 2035 respectivement. Nous avons également accès à une facilité de crédit rotative autorisée de 400,0 millions \$.

TAUX DE CHANGE La Société effectue certains achats en devises US et s'expose ainsi à un risque de taux de change. Conformément à notre politique de gestion des risques, nous avons recours à des instruments financiers dérivés, soit des contrats de change à terme, afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs en devises US. Les lignes directrices de la politique nous interdisent d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation, mais elles ne peuvent pas garantir que nous ne subissons pas de pertes découlant de nos instruments financiers dérivés.

PRIX DU CARBURANT, DE L'ÉNERGIE ET DES SERVICES PUBLICS La Société est un grand consommateur de services publics, d'électricité, de gaz naturel et de carburant. Des augmentations imprévues de leurs prix pourraient avoir un effet défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société si elle ne pouvait établir ses prix en conséquence.

LOI, FISCALITÉ ET COMPTABILITÉ Les modifications apportées aux lois, règlements, règles ou politiques touchant les activités de la Société de même que de nouvelles conventions comptables de la part des organismes appropriés, pourraient avoir une incidence importante sur son rendement financier et le rendement de son exploitation. En se conformant à ces modifications, la Société pourrait engager des frais importants.

RELATIONS DE TRAVAIL Nous employons, avec les EDDV, approximativement 47 300 personnes, dont environ 43 500 sont régies par près de 200 conventions collectives. Nous avons pour politique de nous assurer de négocier des conventions collectives à des conditions nous permettant d'être concurrentiels, selon des durées procurant un climat de travail favorable dans tous les secteurs et suivant des échéanciers variés. Au cours des dernières années, nous avons connu certains conflits de travail de peu d'importance et nous prévoyons⁽¹⁾ maintenir de bonnes relations de travail pour l'avenir.

ENVIRONNEMENT Nous nous sommes dotés, il y a plusieurs années, d'une politique environnementale qui précise que l'entreprise prend les mesures nécessaires pour respecter les exigences légales applicables et pour améliorer, sur une base continue, sa performance environnementale. Un comité composé de membres de la direction s'assure de la mise en œuvre de la politique et de programmes de réduction des impacts de nos activités sur l'environnement. De plus, des vérifications environnementales sont effectuées régulièrement dans l'ensemble des établissements de la Société et des correctifs sont apportés rapidement si nécessaire.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE La Société est exposée à des responsabilités potentielles à l'égard de ses activités commerciales, y compris les responsabilités et frais possibles liés aux produits défectueux, à la salubrité des aliments, à la contamination et à la manutention des produits. De telles responsabilités pourraient provenir des activités de fabrication, de conditionnement et d'étiquetage, de conception, de préparation, d'entreposage, de distribution et de présentation de produits. La Société tire la majeure partie de son chiffre d'affaires des produits alimentaires, et elle pourrait être vulnérable à une propagation importante de toxi-infections alimentaires ou à une hausse des préoccupations liées à la santé publique en ce qui concerne certains produits alimentaires. Une telle situation pourrait avoir un effet négatif sur le rendement et les résultats financiers de la Société.

Nous appliquons des procédures et des contrôles de sécurité alimentaire très stricts à l'ensemble de la chaîne de distribution. Des programmes de formation continue sont donnés à tout le personnel. Nos principaux centres de transformation et de distribution de viande sont accrédités HACCP (*Hazard Analysis and Critical Control Point*), soit la norme mondiale la plus élevée dans l'industrie. Nos systèmes nous permettent également de retracer, pour chaque produit de viande distribué de nos principaux centres de distribution, le magasin où il a été acheminé.

GESTION DE CRISE ET PLAN DE RELÈVE Nous avons mis en place des plans de gestion de crise et de relève pour l'ensemble de nos activités. Un comité directeur supervise et révisé régulièrement tous les plans de l'ensemble de nos divisions et services. Ces plans prévoient entre autres plusieurs lieux physiques de relève en cas de désastre, des génératrices en cas de pannes d'électricité ainsi qu'un ordinateur de relève de puissance équivalente à l'ordinateur central. Nous avons aussi développé un plan de contingence afin de minimiser l'impact d'une éventuelle pandémie.

ASSURANCES Nous limitons nos risques d'exploitation en nous assurant auprès de compagnies d'assurances reconnues et stables financièrement. De plus, des programmes de prévention des pertes et de contrôle ont été développés pour réduire les impacts financiers des risques d'exploitation.

RÉCLAMATIONS Dans le cours normal de nos affaires, nous sommes exposés à diverses actions et réclamations. Nous limitons notre risque en nous assurant auprès de compagnies d'assurances pour couvrir les risques de réclamations liés à nos activités. Le Regroupement des marchands actionnaires Inc. a institué contre la Société, il y a six ans, une action dans laquelle il réclame notamment la possibilité pour certains marchands actionnaires ayant converti leurs actions catégorie B en actions subalternes catégorie A de reconverter ces actions subalternes catégorie A en actions catégorie B. Nous contestons le bien-fondé de cette réclamation et estimons⁽¹⁾ que son règlement n'influencera⁽¹⁾ pas de façon sensible notre situation financière et nos résultats.

PERSPECTIVES

Malgré le contexte économique difficile, nous sommes confiants de poursuivre⁽¹⁾ notre croissance au cours de la prochaine année. Notre plan d'action pour atteindre cet objectif est appuyé sur l'innovation, l'exécution pour satisfaire nos clients, le maintien d'une structure de coûts compétitive, le développement de nos ressources humaines, le programme continu d'investissement dans notre réseau de magasins et le positionnement de nos supermarchés, magasins d'escompte et pharmacies.

Montréal, Canada, le 4 décembre 2009

⁽¹⁾ Consulter la section « Informations prospectives » à la page 29

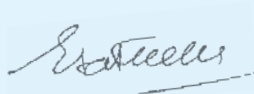
Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de METRO INC. ainsi que les autres informations financières contenues dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité comprend le choix judicieux de principes et méthodes comptables appropriés dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il lui incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le conseil d'administration.

METRO INC. maintient des systèmes de comptabilité et des contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière qui, de l'avis de la direction, offrent une assurance raisonnable quant à l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même qu'à la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière et à l'examen des états financiers consolidés et du rapport annuel principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification. Ce comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la Société et est responsable de recommander la nomination des vérificateurs externes. De plus, ce comité tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les vérificateurs internes et externes pour discuter des questions touchant le contrôle interne, la vérification et la communication de l'information financière. Les vérificateurs internes et externes ont accès au comité sans la direction. Le comité de vérification a examiné les états financiers consolidés de METRO INC. et le rapport annuel et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par le cabinet Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur vérification et leur opinion sur les états financiers consolidés.



ERIC R. LA FLÈCHE
Président et chef de la direction
Montréal, Canada, le 9 décembre 2009



RICHARD DUFRESNE
Vice-président principal,
chef de la direction financière et trésorier

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de METRO INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de METRO INC. au 26 septembre 2009 et au 27 septembre 2008 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, des résultats étendus et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 26 septembre 2009 et au 27 septembre 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.⁽¹⁾

ERNST & YOUNG s.r.l./S.E.N.C.R.L.⁽¹⁾

Comptables agréés

Montréal, Canada, le 17 novembre 2009

⁽¹⁾ CA auditeur permis n° 8697

EXERCICES TERMINÉS LES 26 SEPTEMBRE 2009 ET 27 SEPTEMBRE 2008

(en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)

(Retraité -
note 3)

Chiffre d'affaires (notes 22 et 23)	11 196,0 \$	10 725,2 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation (notes 9 et 22)	(10 480,8)	(10 103,9)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	37,4	17,6
Charges de conversion de bannières (note 4)	(11,0)	—
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement	741,6	638,9
Amortissement (note 5)	(189,1)	(176,3)
Bénéfice d'exploitation	552,5	462,6
Frais financiers, nets (note 6)	(48,0)	(58,4)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	504,5	404,2
Impôts sur les bénéfices (note 7)	(150,1)	(113,9)
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	354,4	290,3
Part des actionnaires sans contrôle	—	1,9
Bénéfice net	354,4 \$	292,2 \$
Bénéfice net par action (en dollars) (note 8)		
De base	3,21	2,60
Dilué	3,19	2,58

Voir les notes afférentes

AUX 26 SEPTEMBRE 2009 ET 27 SEPTEMBRE 2008

(en millions de dollars)

(Retraité -
note 3)

ACTIFS

Actifs à court terme

Trésorerie et équivalents de trésorerie	241,4 \$	151,7 \$
Débiteurs (notes 10 et 22)	315,8	302,7
Stocks (note 9)	681,3	641,6
Charges payées d'avance	8,3	7,6
Impôts sur les bénéfices à recevoir	6,6	25,0
Impôts futurs (note 7)	29,8	38,4

1 283,2 1 167,0

Placements et autres actifs (note 10)	204,0	176,1
Immobilisations corporelles (note 11)	1 305,8	1 231,9
Actifs incorporels (note 12)	325,4	328,6
Écart d'acquisition	1 478,6	1 478,6
Impôts futurs (note 7)	3,6	2,7
Actifs au titre des prestations constituées (note 19)	65,6	40,7

4 666,2 \$ 4 425,6 \$

PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

Passifs à court terme

Emprunts bancaires (note 13)	0,8 \$	0,9 \$
Créditeurs	1 111,2	1 062,7
Impôts sur les bénéfices à payer	24,8	50,9
Impôts futurs (note 7)	9,2	6,0
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme (note 14)	6,4	6,3

1 152,4 1 126,8

Dette à long terme (note 14)	1 004,3	1 005,0
Passifs au titre des prestations constituées (note 19)	49,0	50,7
Impôts futurs (note 7)	165,0	140,8
Autres éléments de passif à long terme (note 15)	31,4	34,0

2 402,1 2 357,3

Avoir des actionnaires

Capital-actions (note 16)	716,7	697,6
Surplus d'apport (note 17)	3,7	4,9
Bénéfices non répartis	1 545,7	1 366,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 18)	(2,0)	(1,0)

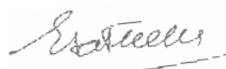
2 264,1 2 068,3

4 666,2 \$ 4 425,6 \$

Engagements et éventualités (notes 20 et 21)

Voir les notes afférentes

Au nom du conseil d'administration,



ERIC R. LA FLÈCHE
Administrateur



MICHEL LABONTÉ
Administrateur

états consolidés des bénéfices non répartis

EXERCICES TERMINÉS LES 26 SEPTEMBRE 2009 ET 27 SEPTEMBRE 2008

(en millions de dollars)

(Retraité -
note 3)

Solde au début de l'exercice	1 359,6 \$	1 214,3 \$
Ajustement dû à une nouvelle convention comptable sur les stocks (note 3)	7,2	7,7
Solde redressé	1 366,8	1 222,0
Bénéfice net	354,4	292,2
Dividendes	(59,3)	(55,3)
Prime sur rachat d'actions (note 16)	(116,2)	(92,1)
Solde à la fin de l'exercice	1 545,7 \$	1 366,8 \$

Voir les notes afférentes

états consolidés du résultat étendu

EXERCICES TERMINÉS LES 26 SEPTEMBRE 2009 ET 27 SEPTEMBRE 2008

(en millions de dollars)

(Retraité -
note 3)

Bénéfice net	354,4 \$	292,2 \$
Autres éléments du résultat étendu (note 18)		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1,4)	(3,3)
Impôts correspondants	0,4	1,1
Résultat étendu	353,4 \$	290,0 \$

Voir les notes afférentes

états consolidés des flux de trésorerie

09 08

AUX 26 SEPTEMBRE 2009 ET 27 SEPTEMBRE 2008

(en millions de dollars)

(Retraité -
note 3)

Activités d'exploitation		
Bénéfice net	354,4 \$	292,2 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(37,4)	(17,6)
Amortissement	189,1	176,3
Amortissement des frais de financement reportés	2,0	2,1
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	3,0	—
Gain sur cession de placements	(0,1)	(0,6)
Revenus d'intérêts sur placements	(0,2)	—
Impôts futurs	32,1	(8,7)
Charge relative à la rémunération à base d'actions	5,0	3,8
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de l'exercice	(26,6)	(11,7)
Part des actionnaires sans contrôle	—	(1,9)
	521,3	433,9
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	(1,2)	16,3
	520,1	450,2
Activités d'investissement		
Variation nette de placements et autres actifs	(4,6)	1,8
Dividendes d'une société satellite publique	2,9	2,9
Acquisition d'immobilisations corporelles	(235,1)	(171,5)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	14,8	10,9
Acquisition d'actifs incorporels	(36,8)	(32,7)
	(258,8)	(188,6)
Activités de financement		
Variation nette des emprunts bancaires	(0,1)	0,8
Émission d'actions (note 16)	44,0	11,4
Rachat d'actions (note 16)	(142,5)	(120,7)
Acquisition d'actions autodétenues (note 16)	(4,3)	(0,9)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement (note 17)	(0,5)	—
Augmentation de la dette à long terme	5,3	1,9
Remboursement de la dette à long terme	(10,2)	(31,0)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	(4,0)	2,7
Dividendes versés	(59,3)	(55,3)
Règlement et retrait des actionnaires sans contrôle	—	(19,3)
	(171,6)	(210,4)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	89,7	51,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	151,7	100,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	241,4 \$	151,7 \$
Information supplémentaire		
Intérêt payé	47,0	55,4
Impôts sur les bénéfices payés	105,3	121,8

Voir les notes afférentes

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

1 DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

METRO INC. (la Société) est l'un des principaux détaillants et distributeurs alimentaires au Canada. La Société exploite, au Québec et en Ontario, un réseau de supermarchés, de magasins d'escompte et de pharmacies. Les régions et les secteurs d'activités de la Société ont été réunis au sein d'un seul secteur isolable étant donné qu'ils possèdent des caractéristiques économiques semblables.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Société, en dollars canadiens, ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), ce qui nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés et présentés dans les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

CONSOLIDATION Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales détenues en propriété exclusive ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dont elle est le principal bénéficiaire. Les opérations et soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des fonds d'encaisse, des placements très liquides (dont la durée est initialement fixée à trois mois ou moins), des dépôts en circulation et des chèques émis et non encaissés. Ils sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction » et évalués à la juste valeur. Les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net.

DÉBITEURS Les débiteurs sont classés dans les « Prêts et créances » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

ÉVALUATION DES STOCKS Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks en entrepôt est déterminé selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Le coût des stocks en magasins est évalué selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties reçues de fournisseurs. De plus, tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont ajoutés au coût des stocks en entrepôt et en magasins.

PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS Le placement dans une société satellite publique est comptabilisé à la valeur de consolidation. Les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les bâtiments et l'équipement sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile. Les améliorations locatives sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimative ou sur la durée restante du contrat de location, si elle est inférieure. La méthode d'amortissement ainsi que l'estimation des durées de vie utiles sont réévaluées annuellement.

Bâtiments	40 ans
Équipement	3 à 20 ans
Améliorations locatives	5 à 20 ans

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 *(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

CONTRATS DE LOCATION La Société comptabilise les contrats de location-acquisition lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et est amorti linéairement sur la durée du bail. Les biens loués en vertu des contrats de location-acquisition sont présentés sous la rubrique « Immobilisations corporelles » au bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation.

ACTIFS INCORPORELS Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût et sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile. La méthode d'amortissement ainsi que l'estimation des durées de vie utiles sont réévaluées annuellement.

Droits de tenure à bail	20 à 40 ans
Logiciels	3 à 10 ans
Améliorations et fidélisation des réseaux de détail	5 à 20 ans
Dossiers d'ordonnances	10 ans

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, soit les bannières, les marques privées et certaines ententes, sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. Pour évaluer la juste valeur, la Société utilise la méthode de licence libre de redevances et la capitalisation du bénéfice excédentaire avant frais financiers et impôts.

ÉCARTS D'ACQUISITION Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur. Toute dépréciation est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la baisse de valeur s'est produite. Pour évaluer la juste valeur de son unité d'exploitation, la Société utilise la méthode de la capitalisation du bénéfice caractéristique.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie limitée sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Lorsque la valeur comptable des actifs à long terme est supérieure aux flux de trésorerie nets futurs non actualisés directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle, une perte de valeur est constatée aux résultats. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs des actifs à long terme.

FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS Les frais de financement relatifs à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants. Lorsque la Société effectue un remboursement de l'un de ses emprunts, les frais de financement correspondants sont imputés aux résultats. Les frais de financement reportés sont présentés sous la rubrique « Dette à long terme » au bilan consolidé et l'amortissement y afférent sous la rubrique « Frais financiers, nets » à l'état consolidé des résultats.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS La Société comptabilise les actifs et les obligations découlant des régimes de retraite à prestations déterminées et des régimes d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi offerts à ses employés ainsi que les coûts connexes, en appliquant les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations constituées et le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les participants sont établis par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Les obligations au titre des prestations versées dans le cadre des régimes postérieurs à l'emploi sont établies par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations constituées. Les calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu à long terme des actifs des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants et les coûts prévus des soins de santé.
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- Les obligations au titre des régimes sont actualisées d'après les taux d'intérêt courants du marché.
- Les gains actuariels ou pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations constituées et de l'expérience émergente différente des hypothèses retenues.
- L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % des obligations au titre des prestations constituées, ou 10 % de la juste valeur des actifs du régime si ce dernier est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs. Le coût des services passés est amorti linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs couverts par les régimes de retraite est de 14 ans. La durée résiduelle moyenne d'activité des participants couverts par les autres régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 15 ans et celle des régimes postérieurs à l'emploi est de 5 ans.
- Le coût des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs couverts par les régimes à la date de la modification jusqu'à la date d'admissibilité intégrale.

Le coût des régimes de retraite à cotisations déterminées, qui inclut celui des régimes de retraite à entreprises multiples, est enregistré lorsque les cotisations sont dues.

AUTRES PASSIFS FINANCIERS Les emprunts bancaires, les crédettes, la facilité de crédit, les billets, les emprunts et les obligations découlant de contrats de location-acquisition sont classés dans les « Autres passifs financiers » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

CONSTATATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES Les ventes au détail des magasins corporatifs et des magasins pour lesquels la Société est le principal bénéficiaire sont constatées au moment de la vente au consommateur et dans le cas des ventes aux magasins affiliés et autres clients, lorsque les marchandises leur sont livrées. Les rabais consentis par la Société à ses commerçants sont comptabilisés en réduction du chiffre d'affaires.

CONSTATATION DE CONTREPARTIES REÇUES DE FOURNISSEURS Certaines contreparties en espèces reçues de fournisseurs doivent être considérées comme un ajustement du prix des produits du fournisseur et, en conséquence, être enregistrées en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de leur constatation dans les états financiers consolidés. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces reçues représentent soit un remboursement des coûts différentiels engagés par la Société pour vendre les produits des fournisseurs, soit un paiement au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces autres contreparties reçues des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, dans le chiffre d'affaires ou en diminution du coût des marchandises vendues et charges d'exploitation.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 *(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

CONVERSION DES DEVICES Les éléments monétaires du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou au taux de change moyen de la période. Les gains/pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats de l'exercice.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donnerait lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à leur valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont évalués d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans les résultats de la période au cours de laquelle elles se produisent.

RÉMUNÉRATIONS ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS La Société impute aux résultats les rémunérations et autres paiements à base d'actions offerts à ses employés, selon la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les options d'achat d'actions attribuées depuis le 29 septembre 2002. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la durée prévue de l'attribution.

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT La Société établit la valeur de la rémunération du régime d'unités d'actions au rendement (UAR) offerte à ses employés en fonction de la valeur boursière des actions subalternes catégorie A de la Société à la date d'attribution. La charge de rémunération est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits. L'incidence de toute variation du nombre d'unités d'actions au rendement est comptabilisée durant la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. L'attribution se qualifie comme un instrument de capitaux propres.

BÉNÉFICE NET PAR ACTION Le bénéfice net par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions subalternes catégorie A et d'actions catégorie B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

INSTRUMENTS FINANCIERS Conformément à sa stratégie de gestion de risques, la Société utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture. Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société indique si elle appliquera la comptabilité de couverture à cette relation. Elle documente formellement plusieurs informations, notamment le choix d'appliquer la comptabilité de couverture, l'élément couvert, l'élément de couverture, les risques faisant l'objet de la couverture, la durée prévue pendant laquelle la relation devrait être efficace ainsi que les objectifs et la stratégie de gestion des risques.

La Société évalue l'efficacité de la relation de couverture au moment de sa mise en place afin de déterminer si elle sera hautement efficace pendant la durée de la relation. De plus, la Société évalue périodiquement l'efficacité de la relation de couverture afin de s'assurer que la comptabilité de couverture est toujours appropriée. La Société documente formellement les résultats de ses évaluations.

Les instruments financiers dérivés utilisés par la Société sont principalement composés de contrats d'échange de taux d'intérêt afin d'échanger les paiements à taux d'intérêt variable contre des paiements à un taux d'intérêt fixe. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture et de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu, dans la mesure où la couverture est jugée efficace.

La Société utilise également des contrats de change à terme pour se protéger des variations de taux de change sur des achats futurs effectués en devises US. En raison de leur courte échéance, la Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture à ses contrats de change à terme. Ces instruments financiers dérivés sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction » et évalués à la juste valeur. Les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net.

EXERCICE L'exercice de la Société se termine le dernier samedi de septembre. Les exercices terminés le 26 septembre 2009 et le 27 septembre 2008 comprennent 52 semaines d'exploitation.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

3 NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

ADOPTÉES EN 2009

STOCKS Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031 « Stocks ». Selon cette nouvelle norme, les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et l'utilisation de la méthode du prix de détail est permise lorsqu'elle donne des résultats proches du coût. De plus, tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent doivent être inclus dans le coût des stocks. Les autres coûts doivent être comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Suite à l'adoption du nouveau chapitre, la Société a ajouté certains coûts à ses stocks, tels que des coûts de réception et de mise en tablette ainsi que des coûts pour les produits transformés en magasin. Les coûts d'entreposage sont comptabilisés à titre de charges d'exploitation.

Le nouveau chapitre 3031 a été appliqué de façon rétrospective et en retraçant les états financiers consolidés des périodes antérieures.

La Société a enregistré les ajustements suivants pour son exercice terminé le 27 septembre 2008 :

ÉLÉMENTS DU BILAN

	Solde au début 30 septembre 2007	Solde à la fin 27 septembre 2008
<i>Augmentation ou (diminution)</i>		
Stocks	26,8	26,0
Écarts d'acquisition	(11,5)	(11,5)
Passif d'impôts futurs à long terme	7,6	7,3
Bénéfices non répartis	7,7	7,2

ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS

	2008
<i>Augmentation ou (diminution)</i>	
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	0,8
Impôts sur les bénéfices	(0,3)
Bénéfice net	(0,5)
Bénéfice net par action de base (en dollars)	—
Bénéfice net dilué par action (en dollars)	—

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Le nouveau chapitre confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation. En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, aux écarts d'acquisition et aux informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Société a adopté le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». Selon ce nouvel abrégé, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS Au quatrième trimestre de 2009, la Société a adopté les modifications apportées au chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir ». Ces modifications ont entraîné la divulgation d'informations supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur des contrats d'échange de taux d'intérêt et des contrats de change à terme. L'application de ces modifications n'a pas eu d'impact sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

4 CHARGES DE CONVERSION DE BANNIÈRES

Le 7 août 2008, la Société a annoncé un plan de conversion des cinq bannières de ses 159 supermarchés en Ontario à la bannière Metro se terminant à l'automne 2009. La Société a annoncé qu'une somme d'environ 25 \$ serait encourue pour soutenir cette conversion, dont la majorité a déjà été enregistrée dans le plan d'intégration de A&P Canada.

Les charges de conversion de bannières de 11,0 \$ encourues en 2009 constituent une partie des frais non enregistrés au plan d'intégration de A&P Canada.

5 AMORTISSEMENT

	2009	2008
Immobilisations corporelles	148,9 \$	138,7 \$
Actifs incorporels	40,2	37,6
	189,1 \$	176,3 \$

6 FRAIS FINANCIERS, NETS

	2009	2008
Intérêts à court terme	1,7 \$	2,2 \$
Intérêts à long terme	46,1	57,0
Amortissement des frais de financement reportés	2,0	2,1
Revenus d'intérêts	(1,8)	(2,9)
	48,0 \$	58,4 \$

7 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les principales composantes de la charge d'impôts se présentaient comme suit :

	2009	2008
Exigibles	118,0 \$	122,6 \$
Futurs	32,1	(8,7)
	150,1 \$	113,9 \$

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

(en pourcentage)	2009	2008
Taux combiné prévu par la loi	31,3	31,3
Variations		(Retraité - note 3)
Effet de la baisse de 3,5 % du taux fédéral sur les impôts futurs (11,4 \$ en 2008)	—	(2,8)
Effet de la baisse de 4,35 % du taux du Québec relatif aux revenus de placement sur les impôts futurs (2,7 \$ en 2009)	(0,5)	—
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,3)	(0,8)
Autres	0,3	0,5
	29,8	28,2

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

7 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Les impôts futurs reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs de la Société s'établissaient comme suit :

	2009	2008
		(Retraité - note 3)
Actifs et passifs d'impôts futurs		
Charges à payer, provisions et autres réserves déductibles aux fins fiscales à leur décaissement seulement	(4,6) \$	2,7 \$
Pertes fiscales reportées	24,6	26,2
Stocks	(8,7)	(7,3)
Excédent de la valeur fiscale sur la valeur comptable nette des biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	6,9	8,1
Contrats d'échange de taux d'intérêt	0,9	0,4
Avantages sociaux futurs	(3,5)	3,7
Quote-part dans les résultats cumulés d'une société satellite publique	(22,0)	(19,7)
Excédent de la valeur comptable nette sur la valeur fiscale		
Immobilisations corporelles	(57,5)	(41,8)
Actifs incorporels	(62,1)	(61,2)
Écarts d'acquisition	(14,8)	(16,8)
	(140,8) \$	(105,7) \$
Actifs d'impôts futurs à court terme	29,8 \$	38,4 \$
Passifs d'impôts futurs à court terme	(9,2)	(6,0)
Actifs d'impôts futurs à long terme	3,6	2,7
Passifs d'impôts futurs à long terme	(165,0)	(140,8)
	(140,8) \$	(105,7) \$

8 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

(en millions)	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – De base	110,4	112,6
Effet de dilution en vertu des régimes d'options d'achat d'actions et des UAR	0,7	0,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Dilué	111,1	113,3

9 STOCKS

Les stocks se détaillaient comme suit :

	2009	2008
		(Retraité - note 3)
Stocks en entrepôt	304,0 \$	293,7 \$
Stocks de magasins	377,3	347,9
	681,3 \$	641,6 \$

Le coût des stocks comptabilisé en charges était de 9 218,0 \$ pour l'exercice 2009 (8 895,6 \$ en 2008).

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

10 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	2009	2008
Placement dans une société satellite publique, y compris la quote-part des résultats jusqu'au 19 juillet 2009 (20 juillet 2008) (valeur boursière : 394,9 \$ au 26 septembre 2009; 291,9 \$ au 27 septembre 2008)	182,3 \$	147,9 \$
Prêts à certains clients portant intérêt à des taux variables, remboursables par versement mensuel, échéant jusqu'en 2030	24,0	17,4
Actifs destinés à la vente	—	7,0
Autres actifs	1,5	4,1
	207,8	176,4
Tranche réalisable à court terme comprise dans les débiteurs	3,8	0,3
	204,0 \$	176,1 \$

11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009			2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur Nette
Terrains	168,0 \$	— \$	168,0 \$	171,6 \$	— \$	171,6 \$
Bâtiments	421,3	118,3	303,0	377,5	92,4	285,1
Équipement	988,1	502,5	485,6	896,1	444,8	451,3
Améliorations locatives	521,9	192,5	329,4	452,6	151,5	301,1
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	35,5	15,7	19,8	35,7	12,9	22,8
	2 134,8 \$	829,0 \$	1 305,8 \$	1 933,5 \$	701,6 \$	1 231,9 \$

12 ACTIFS INCORPORELS

	2009			2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur Nette
Actifs incorporels à durée de vie limitée						
Droits de tenure à bail	75,3 \$	33,5 \$	41,8 \$	76,5 \$	30,8 \$	45,7 \$
Logiciels	156,1	98,8	57,3	142,2	80,3	61,9
Améliorations et fidélisation des réseaux de détail	218,0	105,0	113,0	201,8	94,8	107,0
Dossiers d'ordonnances	7,4	2,6	4,8	7,4	1,9	5,5
	456,8	239,9	216,9	427,9	207,8	220,1
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie						
Bannières	53,3	—	53,3	53,3	—	53,3
Marques privées et ententes	55,2	—	55,2	55,2	—	55,2
	108,5	—	108,5	108,5	—	108,5
	565,3 \$	239,9 \$	325,4 \$	536,4 \$	207,8 \$	328,6 \$

Les acquisitions nettes d'actifs incorporels exclues de l'état consolidé des flux de trésorerie ont été de 2,5 \$ en 2009 (2,6 \$ en 2008).

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

13 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société bénéficie d'une facilité de crédit rotative de 400,0 \$ échéant le 15 août 2012, ainsi que d'une facilité de crédit A de 369,3 \$ (369,3 \$ au 27 septembre 2008), tel que décrit à la note 14. Les facilités de crédit portent intérêt à des taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires et sont non garanties. Aux 26 septembre 2009 et 27 septembre 2008, la facilité de crédit rotative n'était pas utilisée. Les EDDV consolidées disposent de marges de crédit pour un total de 6,2 \$ (6,1 \$ au 27 septembre 2008), portant intérêt au taux préférentiel, non garanties et venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2010. Au 26 septembre 2009, 0,8 \$ (0,9 \$ au 27 septembre 2008) des marges de crédit était utilisé, au taux d'intérêt de 2,25 % (4,75 % au 27 septembre 2008).

14 DETTE À LONG TERME

	2009	2008
Facilité de crédit A, au taux d'intérêt moyen pondéré de 1,91 % (4,55 % en 2008) remboursable le 15 août 2012 ou avant	369,3 \$	369,3 \$
Billets de Série A, au taux d'intérêt nominal fixe de 4,98 %, échéant le 15 octobre 2015 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	200,0	200,0
Billets de Série B, au taux d'intérêt nominal fixe de 5,97 %, échéant le 15 octobre 2035 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	400,0	400,0
Emprunts, échéant à diverses dates jusqu'en 2019, au taux d'intérêt moyen de 2,9 % (4,7 % au 27 septembre 2008)	15,7	13,2
Obligations découlant de contrats de location-acquisition portant intérêt au taux effectif de 11,2 % (11,2 % en 2008)	31,7	36,8
Frais de financement reportés	(6,0)	(8,0)
	1 010,7	1 011,3
Tranche échéant à court terme	6,4	6,3
	1 004,3 \$	1 005,0 \$

Les paiements minimums exigibles sur la dette à long terme au cours des prochains exercices s'établiront comme suit :

	Emprunts	Billets	Obligations découlant de contrats de location- acquisition	Total
2010	3,3 \$	— \$	6,4 \$	9,7 \$
2011	0,9	—	5,1	6,0
2012	369,8	—	5,1	374,9
2013	0,4	—	5,1	5,5
2014	0,2	—	4,6	4,8
2015 et suivants	10,4	600,0	24,2	634,6
	385,0 \$	600,0 \$	50,5 \$	1 035,5 \$

Les paiements minimums des obligations découlant de contrats de location-acquisition comprenaient des intérêts de 18,8 \$ sur ces obligations (23,7 \$ en 2008).

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

15 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF À LONG TERME

	2009	2008
Passifs relatifs aux baux	21,2 \$	24,0 \$
Contrats d'échange de taux d'intérêt	2,9	1,5
Autres passifs	7,3	8,5
	31,4 \$	34,0 \$

16 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Nombre illimité d'actions subalternes catégorie A, comportant un droit de vote par action, participantes, convertibles en actions catégorie B dans le cas d'une offre publique d'achat portant sur les actions catégorie B, sans valeur nominale.

Nombre illimité d'actions catégorie B, comportant 16 droits de vote par action, participantes, convertibles à la disqualification en actions subalternes catégorie A à raison d'une action subalterne catégorie A pour chaque action catégorie B détenue, sans valeur nominale.

EN CIRCULATION

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 29 septembre 2007	113 683	713,2 \$	804	1,6 \$	714,8 \$
Émission d'actions contre espèces	661	11,4	—	—	11,4
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 92,1 \$	(4 552)	(28,6)	—	—	(28,6)
Acquisition d'actions autodétenues excluant une prime de 0,7 \$	(40)	(0,2)	—	—	(0,2)
Exercice d'options d'achat d'actions	—	0,2	—	—	0,2
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	54	0,1	(54)	(0,1)	—
Solde au 27 septembre 2008	109 806	696,1	750	1,5	697,6
Émission d'actions contre espèces	2 044	44,0	—	—	44,0
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 116,2 \$	(3 989)	(26,3)	—	—	(26,3)
Acquisition d'actions autodétenues excluant une prime de 3,6 \$	(115)	(0,7)	—	—	(0,7)
Actions autodétenues remises en circulation	52	0,3	—	—	0,3
Exercice d'options d'achat d'actions	—	1,8	—	—	1,8
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	32	0,1	(32)	(0,1)	—
Solde au 26 septembre 2009	107 830	715,3 \$	718	1,4 \$	716,7 \$

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

16 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains employés de la Société qui prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'un nombre maximum de 10 000 000 actions subalternes catégorie A. Le prix de souscription de chaque action subalterne catégorie A visée par une option attribuée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions le jour précédant la date de l'attribution et doit être payé intégralement au moment de l'exercice de l'option. Le conseil d'administration détermine les autres modalités d'exercice des options attribuées, mais aucune option ne peut avoir une durée supérieure à cinq ans à compter de la date à laquelle l'option peut être exercée, en tout ou en partie, pour la première fois, et la durée totale ne doit en aucun cas excéder dix ans à compter de la date à laquelle l'option a été attribuée. Les options peuvent généralement être exercées deux ans après leur attribution à raison de 20 % par année.

Les options en circulation et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au 29 septembre 2007	3 738	22,40
Attribuées	558	25,78
Exercées	(657)	17,28
Annulées	(105)	31,26
Solde au 27 septembre 2008	3 534	23,63
Attribuées	343	36,78
Exercées	(2 011)	21,31
Annulées	(2)	34,86
Solde au 26 septembre 2009	1 864	28,53

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être exercées au 26 septembre 2009 :

Fourchette des prix d'exercice (en dollars)	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre (en milliers)	Durée restante moyenne pondérée (en mois)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
17,23 à 24,73	721	42,8	22,75	255	20,32
26,40 à 35,71	731	49,4	29,16	219	28,18
37,22 à 39,17	412	69,9	37,56	33	37,66
	1 864	51,4	28,53	507	24,83

La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice s'est établie à 7,88 \$ par option (6,17 \$ en 2008) et a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 2,3 % (3,3 % en 2008), durée prévue de six ans (six ans en 2008), volatilité prévue de 22 % (22,3 % en 2008) et un taux de dividende prévu de 1,4 % (1,4 % en 2008). La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 2,3 \$ pour l'exercice 2009 (1,9 \$ en 2008).

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT La Société a un régime d'UAR. En vertu de ce programme, des dirigeants et des employés clés (les participants) reçoivent périodiquement un nombre déterminé d'UAR, lequel peut augmenter s'il y a atteinte par la Société de certains indicateurs de performance financière. Les UAR donnent aux participants le droit de recevoir des actions subalternes catégorie A de la Société ou, au gré de celle-ci, la valeur équivalente en espèces. Les droits rattachés aux UAR sont acquis à la fin d'une période de trois ans.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les UAR en circulation et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 29 septembre 2007	152 461
Octroyées	138 584
Annulées	(33 059)
Solde au 27 septembre 2008	257 986
Octroyées	97 394
Réglées	(64 177)
Annulées	(23 633)
Solde au 26 septembre 2009	267 570

Des actions subalternes catégorie A de la Société sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées. Cette fiducie, considérée comme une EDDV, est consolidée aux états financiers de la Société et le coût des actions acquises est présenté en diminution du capital-actions à titre d'actions autodétenues.

Le nombre d'actions autodétenues et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 29 septembre 2007	154 000
Acquisition d'actions autodétenues	40 000
Solde au 27 septembre 2008	194 000
Acquisition d'actions autodétenues	115 000
Actions autodétenues remises en circulation	(51 745)
Solde au 26 septembre 2009	257 255

Une charge de rémunération de 2,7 \$ a été comptabilisée pour l'exercice 2009 (1,9 \$ en 2008) relativement à ces actions du régime d'UAR.

17 SURPLUS D'APPORT

	2009	2008
Solde au début de l'exercice	4,9 \$	2,0 \$
Charge relative à la rémunération à base d'actions	5,0	3,8
Exercice d'options d'achat d'actions	(1,8)	(0,2)
Acquisition d'actions autodétenues	(3,6)	(0,7)
Actions autodétenues remises en circulation	(0,3)	—
Règlement en espèces d'UAR	(0,5)	—
Solde à la fin de l'exercice	3,7 \$	4,9 \$

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

18 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de l'exercice se détaillaient comme suit :

	2009	2008
Solde au début de l'exercice	(1,0) \$	1,2 \$
Variation de la juste valeur des dérivés désignés, nette des impôts de 0,4 \$ (1,1 \$ en 2008)	(1,0)	(2,2)
Solde à la fin de l'exercice	(2,0) \$	(1,0) \$

19 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre aux salariés admissibles plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui dans certains cas sont en fonction du nombre d'années de service ou du salaire moyen de fin de carrière. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont capitalisés au moyen de cotisations versées par la Société et certains régimes sont également capitalisés au moyen de cotisations versées par les participants. La Société offre également aux salariés et aux retraités admissibles des avantages sous forme de soins de santé et d'assurance-vie ainsi que d'autres avantages.

La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	2009		2008	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	30,0 \$	0,6 \$	25,1 \$	0,5 \$
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services rendus au cours de l'exercice	21,0	1,5	23,9	1,0
Perte (gain) actuarielle	25,8	0,8	(62,7)	(2,0)
Modifications des régimes	0,1	—	0,3	(0,1)
Intérêts débiteurs	33,6	2,2	30,6	2,0
Rendement réel des actifs des régimes	(40,1)	—	52,0	—
Variation de la provision pour moins-value	(0,1)	—	—	—
	40,3	4,5	44,1	0,9
Écart entre le coût déterminé et le coût constaté pour l'exercice relativement aux éléments suivants :				
(Gain) perte actuarielle	(25,3)	(1,1)	63,2	2,0
Modifications des régimes	0,8	(0,3)	0,4	(0,1)
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes	1,3	—	(94,6)	—
	17,1	3,1	13,1	2,8
	47,1 \$	3,7 \$	38,2 \$	3,3 \$

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

L'information relative aux régimes à prestations déterminées se présentait comme suit :

	2009		2008	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	513,5 \$	35,5 \$	542,7 \$	38,9 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	20,4	1,5	23,4	1,0
Intérêts débiteurs	33,6	2,2	30,6	2,0
Cotisations des participants	3,7	—	3,3	—
Modifications des régimes	0,1	—	0,3	(0,1)
Prestations versées	(25,5)	(3,5)	(24,1)	(3,6)
Autres ajustements	—	—	—	(0,7)
Perte (gain) actuarielle	25,8	0,8	(62,7)	(2,0)
Solde à la fin de l'exercice	571,6	36,5	513,5	35,5
Actifs des régimes				
Juste valeur au début de l'exercice	526,2	—	575,6	—
Rendement réel des actifs des régimes	40,1	—	(52,0)	—
Cotisations de l'employeur	43,3	3,5	23,9	3,6
Cotisations des participants	3,7	—	3,3	—
Prestations versées	(25,5)	(3,5)	(24,1)	(3,6)
Frais d'administration des régimes	(0,6)	—	(0,5)	—
Juste valeur à la fin de l'exercice	587,2	—	526,2	—
Situation de capitalisation (déficit)				
Coût non amorti des services passés	15,6	(36,5)	12,7	(35,5)
Perte nette actuarielle non amortie	7,9	(0,6)	8,7	(0,9)
Provision pour moins-value	29,8	1,4	5,8	0,3
	(1,0)	—	(1,1)	—
Actifs (passifs) au titre des prestations constituées	52,3	(35,7)	26,1	(36,1)
Actifs au titre des prestations constituées	65,6	—	40,7	—
Passifs au titre des prestations constituées	(13,3) \$	(35,7) \$	(14,6) \$	(36,1) \$

La répartition des régimes se faisait comme suit :

	2009		2008	
	Obligations au titre de prestations constituées	Juste valeur des actifs	Obligations au titre de prestations constituées	Juste valeur des actifs
Régimes dont les obligations au titre des prestations constituées excèdent la juste valeur des actifs	357,8	292,3	354,6	300,6
Régimes dont la juste valeur des actifs excède les obligations au titre des prestations constituées	250,3	294,9	194,4	225,6

Les régimes à prestations déterminées autres que de retraite ne sont pas capitalisés.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

19 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, qui est constitué des cotisations de la Société à ses régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ses autres régimes non capitalisés, se chiffrait à 46,8 \$ en 2009 (27,5 \$ en 2008).

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de la capitalisation des régimes de retraite de la Société ont été préparées à diverses dates entre janvier 2007 et juin 2009 et les prochaines évaluations seront effectuées entre décembre 2009 et juin 2012.

Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leurs répartitions moyennes pondérées étaient comme suit aux dates de mesure, soit le 26 septembre 2009 et le 27 septembre 2008 :

Catégories d'actifs (en pourcentage)	2009	2008
Actions	56	48
Obligations	40	48
Autres	4	4

Les principales hypothèses actuarielles retenues par la Société étaient les suivantes :

(en pourcentage)	2009		2008	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	6,0	6,0	6,4	6,4
Taux de croissance de la rémunération	3,5	3,5	3,75	3,75
Coût des prestations				
Taux d'actualisation	6,4	6,4	5,5	5,5
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,5	—	7,5	—
Taux de croissance de la rémunération	3,75	3,75	3,75	3,75

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par participant a été fixé à 9,3 % en 2009 (9,0 % en 2008). Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement pour s'établir à 5,0 % en 2018 et demeurer à ce niveau par la suite. L'incidence d'une variation de 1 % du taux de croissance ou de décroissance hypothétique serait comme suit :

(en millions de dollars)	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Effet sur le coût des services rendus au cours de l'exercice et des intérêts débiteurs	0,2	(0,2)
Effet sur l'obligation au titre des prestations constituées	1,8	(1,6)

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 *(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

20 ENGAGEMENTS

OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION ET DE CONTRATS DE SERVICE La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location-exploitation s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2033, à louer des locaux et de l'équipement qu'elle utilise à des fins commerciales. Le solde des paiements minimums exigibles au 26 septembre 2009 s'élevait à 1 299,5 \$ (1 278,8 \$ au 27 septembre 2008). Les loyers minimums exigibles pour les prochains exercices se répartiront comme suit : 155,1 \$ en 2010 ; 150,8 \$ en 2011 ; 140,0 \$ en 2012 ; 122,2 \$ en 2013 ; 104,6 \$ en 2014 et 626,8 \$ pour 2015 et les exercices suivants.

Par ailleurs, la Société s'est engagée, par des contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2031, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions. Le solde des engagements de loyer minimum en vertu de ces contrats de location s'élevait à 446,8 \$ au 26 septembre 2009 (408,5 \$ au 27 septembre 2008) et les versements annuels moyens, pour les cinq prochains exercices, seront de 36,6 \$.

La Société s'est également engagée en vertu de contrats de service s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2020. Le montant de ces engagements au 26 septembre 2009 s'élevait à 610,2 \$ (140,4 \$ au 27 septembre 2008). Ces engagements se répartiront comme suit pour les prochains exercices : 71,0 \$ en 2010 ; 70,4 \$ en 2011 ; 55,7 \$ en 2012 ; 53,7 \$ en 2013 ; 54,8 \$ en 2014 et 304,6 \$ en 2015 et les exercices suivants.

21 ÉVENTUALITÉS

CAUTIONNEMENTS Pour certains de ses clients avec lesquels des relations commerciales sont établies, la Société assume une responsabilité éventuelle à titre de caution en vertu de contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2019, dont les loyers minimums annuels moyens pour les cinq prochains exercices seront de 0,5 \$ (0,6 \$ en 2008). Au 26 septembre 2009, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu de ces cautionnements était de 4,1 \$ (5,0 \$ au 27 septembre 2008). De plus, la Société s'est portée garante de prêts consentis à certains de ses clients par des institutions financières, s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2021. Le solde de ces prêts au 26 septembre 2009 s'élevait à 12,3 \$ (10,6 \$ au 27 septembre 2008). Aucun passif n'était inscrit relativement à ces divers cautionnements pour les exercices terminés le 26 septembre 2009 et le 27 septembre 2008.

RÉCLAMATIONS Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses actions et réclamations. La Société conteste le bien-fondé de ces actions et réclamations, et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influenceront pas de façon sensible la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

22 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice 2008, la Société a acquis, à la valeur d'échange, un supermarché d'alimentation dans lequel un membre du conseil d'administration, Maryse Labonté, détenait un intérêt. Après cette transaction, Maryse Labonté a démissionné, le 2 juin 2008, de son poste d'administrateur de la Société.

Au cours de l'exercice 2009, les ventes à des entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration se sont élevées à 27,3 \$ (26,4 \$ en 2008). Ces opérations sont effectuées dans le cours normal des affaires et ont été comptabilisées à la valeur d'échange. Au 26 septembre 2009, les débiteurs comprenaient un solde de 0,9 \$ (0,9 \$ au 27 septembre 2008) résultant de ces opérations.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

23 PRODUITS DONT LES TARIFS SONT RÉGLEMENTÉS

La Société vend certains produits dont les tarifs sont réglementés :

MÉDICAMENTS Au Québec, le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse, par règlement, la liste des médicaments dont le paiement est couvert par le régime général d'assurance médicaments et réglemente le prix de vente de ces médicaments. L'établissement de la liste de médicaments est régi par la *Loi sur l'assurance médicaments*. Au prix fixé, il est possible d'ajouter une marge bénéficiaire se situant en dessous d'un plafond déterminé en vertu du *Règlement sur les conditions de reconnaissance d'un fabricant de médicaments et d'un grossiste en médicaments*.

En Ontario, le ministère de la Santé et des Soins de longue durée dresse, par règlement, la liste des médicaments dont le paiement est couvert par la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario* et réglemente le prix de vente de ces médicaments.

LAIT Le prix du lait est régi par la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* et le *Règlement sur les prix du lait aux consommateurs*. La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec fixe les prix du lait, en déterminant les prix minimums et maximums, en fonction de trois régions couvrant le territoire du Québec.

BIÈRE Le prix de la bière est régi par la *Loi sur les permis d'alcool* et le *Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques*. La Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec fixe le prix minimum de la bière en fonction du pourcentage d'alcool.

VIN Le prix du vin est régi par la *Loi sur la Société des alcools du Québec* et le *Règlement sur les modalités de vente des boissons alcooliques par les titulaires de permis d'épicerie*. Le prix de vente au détail des boissons alcooliques autorisées ne doit pas être inférieur au prix de vente au détail établi par la Société des alcools du Québec.

Les listes de prix des produits mentionnés précédemment sont mises à jour périodiquement. Le montant total des ventes de produits dont les tarifs sont réglementés a été de 1 014,6 \$ en 2009 (974,4 \$ en 2008). La comptabilisation des ventes reste la même que les tarifs des produits soient réglementés ou non.

24 GESTION DU CAPITAL

La Société tend à maintenir un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (ratio dette à long terme/capital total) inférieur à 50 %.
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification «Catégorie d'investissement» pour ses billets à terme.
- Verser un dividende annuel total représentant environ 20 % du bénéfice net avant les éléments extraordinaires de l'exercice précédent.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'UAR offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

Pour l'exercice 2009, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- un ratio dette à long terme/capital total de 30,7 % (32,7 % au 27 septembre 2008) ;
- une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS au cours de l'exercice 2009 (même cote au cours de l'exercice 2008) ;
- un dividende de 20,3 % du bénéfice net de l'exercice précédent (19,9 % en 2008).

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

25 INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts bancaires et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison de leur échéance prochaine.

La juste valeur des prêts à certains clients, de la facilité de crédit et des emprunts correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

La juste valeur des contrats d'échange de taux d'intérêt est évaluée en utilisant une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat selon les taux d'intérêt variables (estimés selon la courbe des taux d'intérêt prévus) et la valeur du contrat selon le taux d'intérêt fixe de ce contrat. Le risque de crédit de la Société est également considéré dans la détermination de cette juste valeur.

La juste valeur des contrats de change à terme est évaluée en utilisant une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à la fin selon le taux de change de ce contrat et la valeur du contrat à la fin selon le taux de change que l'institution financière utiliserait si elle renégociait en date d'aujourd'hui le même contrat aux mêmes conditions. Le risque de crédit de l'institution financière est également considéré dans la détermination de cette juste valeur.

La juste valeur des billets représente les obligations auxquelles la Société aurait à faire face advenant la négociation de billets similaires aux conditions actuelles du marché.

La juste valeur des obligations découlant de contrats de location-acquisition représente les obligations auxquelles la Société aurait à faire face advenant la négociation de baux similaires aux conditions actuelles du marché.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers étaient les suivantes :

	Au 26 septembre 2009		Au 27 septembre 2008	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements et autres actifs				
Prêts et créances				
Prêts à certains clients	24,0	24,0	17,4	17,4
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie				
Contrats d'échange de taux d'intérêt	(2,9)	(2,9)	(1,5)	(1,5)
Dettes à long terme				
Autres passifs financiers				
Facilité de crédit A	369,3 \$	369,3 \$	369,3 \$	369,3 \$
Billets de série A	200,0	210,0	200,0	176,6
Billets de série B	400,0	367,0	400,0	291,5
Emprunts	15,7	15,7	13,2	13,2
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	31,7	39,5	36,8	42,2
	1 016,7 \$	1 001,5 \$	1 019,3 \$	892,8 \$

Les contrats de change à terme, classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction », ne figurent pas dans ce tableau, car ils ont une valeur non significative.

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

25 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan doivent être classées selon les niveaux suivants :

- Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Pour les contrats d'échange de taux d'intérêt et les contrats de change à terme, la Société a classé les évaluations à la juste valeur au niveau 2, car elles reposent essentiellement sur des données observables sur le marché, soit des taux d'intérêt et des taux de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, soit des contrats d'échange de taux d'intérêt, afin de fixer une partie de son coût d'emprunt et réduire son risque de taux d'intérêt. Ainsi, elle échange ses paiements d'intérêt à des taux variables sur sa facilité de crédit A pour des paiements d'intérêt à des taux fixes. La Société a choisi de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Les lignes directrices de la politique interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

À la fin de chaque trimestre, la Société fournit au comité de vérification un rapport détaillé de tous ses instruments financiers dérivés ainsi que leurs justes valeurs respectives. Au 26 septembre 2009, le rapport présentait les informations suivantes :

	Taux fixe (en pourcentage)	Taux moyen échangé (en pourcentage)	Montant nominal	Échéance	Juste valeur	
					2009	2008
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9820	1,8612	50,0	16 décembre 2009	(0,5)	(0,5)
Contrat d'échange de taux d'intérêt	4,0425	1,8612	50,0	16 décembre 2010	(2,4)	(0,9)

Une variation des taux d'intérêt aurait des impacts sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu de la Société. L'incidence d'une variation de 0,5 % des taux d'intérêt serait comme suit :

	2009		2008	
	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
Effet sur le bénéfice net	(0,5)	0,5	(0,8)	0,8
Effet sur les autres éléments du résultat étendu	0,3	(0,3)	0,6	(0,6)

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RISQUE DE CRÉDIT

PRÊTS ET CRÉANCES / CAUTIONNEMENTS

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin de se prémunir contre ce risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Aux 26 septembre 2009 et 27 septembre 2008, aucun de ses clients ne représentait plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des actifs de ses clients tels que des dépôts, des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2^e rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

Aux 26 septembre 2009 et 27 septembre 2008, l'exposition maximale au risque de crédit pour les prêts et créances, sans tenir compte des garanties détenues, correspondait à leur valeur comptable. Au 26 septembre 2009, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 12,3 \$ (10,6 \$ au 27 septembre 2008) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

DÉRIVÉS DÉSIGNÉS COMME COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE / ACTIFS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Pour ses instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, soit les contrats d'échange de taux d'intérêt, ainsi que ses actifs détenus à des fins de transaction, soit les contrats de change à terme, la Société s'expose à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières. Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières canadiennes afin de réduire son risque de crédit.

Aux 26 septembre 2009 et 27 septembre 2008, la Société n'était pas exposée au risque de crédit à l'égard de ses contrats d'échange de taux d'intérêt, car ils entraînaient des sommes à payer. Au 26 septembre 2009, l'exposition maximale au risque de crédit pour les contrats de change à terme correspondait à leur valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ La Société est exposée au risque de liquidité principalement en raison de sa dette à long terme et de ses créanciers.

La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie et elle estime que ses flux de trésorerie liés à ses activités d'exploitation sont suffisants pour couvrir entièrement ses besoins de fonds liés à ses activités de financement. Sa facilité de crédit A ainsi que ses billets de Série A et Série B viennent à échéance seulement en 2012, 2015 et 2035 respectivement. La Société a également accès à une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 400,0 \$.

Flux de trésorerie non actualisés (capital et intérêts)

	Créditeurs	Emprunts	Billets	Obligations en vertu de contrats de location- acquisition	Total
Échéance de moins d'un an	1 111,2 \$	14,7 \$	33,8 \$	6,4 \$	1 166,1 \$
1 an à 10 ans	—	396,2	464,7	44,1	905,0
11 ans à 20 ans	—	1,5	238,8	—	240,3
Plus de 20 ans	—	10,0	543,3	—	553,3
	1 111,2 \$	422,4 \$	1 280,6 \$	50,5 \$	2 864,7 \$

notes afférentes aux états financiers consolidés

26 septembre 2009 et 27 septembre 2008 *(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

25 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUE DE CHANGE La Société effectue certains achats en devises US et s'expose ainsi à un risque de taux de change.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, soit des contrats de change à terme, afin de se protéger des variations de taux de change sur ses achats futurs en devises US.

Au 26 septembre 2009, la juste valeur des contrats de change à terme était non significative.

26 ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Après la clôture de ses états financiers de l'exercice terminé le 26 septembre 2009, la Société a acquis 18 magasins affiliés pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement. L'acquisition de ces magasins permettra à la Société de consolider sa présence au Québec.

La Société a conclu une entente avec Dunnhumby, une société internationale de conseillers en marketing, afin de créer une coentreprise exclusive dont la mission est de mieux satisfaire les besoins des consommateurs afin de les fidéliser par le développement et la mise en place de stratégies clients.

27 CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

rétrospective financière

	2009 52 semaines	2008 52 semaines	2007 52 semaines	2006 53 semaines	2005 52 semaines
Sommaire des résultats (en millions de dollars)					
Chiffre d'affaires	11 196,0	10 725,2	10 644,6	10 944,0	6 646,5
BAlIA ⁽¹⁾⁽²⁾	741,6	638,9	626,3	610,4	365,5
BAlIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾⁽⁴⁾	752,6	638,9	656,8	627,9	365,5
Amortissement	189,1	176,3	165,7	177,9	87,2
Bénéfice d'exploitation	552,5	462,6	460,6	432,5	278,3
Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽²⁾	563,5	462,6	491,1	450,0	278,3
Frais financiers	48,0	58,4	61,6	68,7	7,4
Impôts sur les bénéfices	150,1	113,9	125,4	107,0	81,1
Impôts sur les bénéfices ajustés ⁽²⁾	156,5	125,3	137,5	119,9	81,1
Bénéfice net	354,4	292,2	277,2	252,9	190,8
Bénéfice net ajusté ⁽²⁾⁽³⁾	359,0	280,8	295,6	257,5	190,8
Structure financière (en millions de dollars)					
Fonds de roulement	130,8	40,2	15,6	(6,6)	(56,8)
Actifs à court terme	1 283,2	1 167,0	1 091,4	1 087,3	987,0
Passifs à court terme	1 152,4	1 126,8	1 075,8	1 093,9	1 043,8
Immobilisations corporelles	1 305,8	1 231,9	1 202,8	1 129,9	1 106,4
Actifs incorporels	325,4	328,6	332,0	319,6	186,3
Écarts d'acquisition	1 478,6	1 478,6	1 478,6	1 478,6	1 532,2
Total de l'actif	4 666,2	4 425,6	4 292,7	4 166,3	3 933,4
Dettes à long terme	1 004,3	1 005,0	1 028,8	1 104,5	1 196,5
Avoir des actionnaires	2 264,1	2 068,3	1 940,0	1 730,9	1 520,5
Ratios financiers					
BAlIA ⁽¹⁾⁽²⁾ /chiffre d'affaires (%)	6,6	6,0	5,9	5,6	5,5
Bénéfice d'exploitation/chiffre d'affaires (%)	4,9	4,3	4,3	4,0	4,2
Bénéfice net/chiffre d'affaires (%)	3,2	2,7	2,6	2,3	2,9
Fonds autogénérés/chiffre d'affaires (%)	4,6	4,2	3,4	3,6	4,2
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	16,4	14,6	15,1	15,6	16,0
Dettes à long terme/capital total (%)	30,7	32,7	34,7	39,0	44,0
Fonds de roulement (xx : 1)	1,11	1,04	1,01	0,99	0,95
Couverture des frais financiers (fois)	15,5	10,9	10,2	8,9	49,4
Action (en dollars)					
Bénéfice net	3,21	2,60	2,41	2,21	1,94
Bénéfice net dilué	3,19	2,58	2,38	2,18	1,92
Bénéfice net dilué ajusté ⁽²⁾⁽³⁾	3,23	2,48	2,54	2,22	1,92
Dividende	0,5375	0,49	0,45	0,415	0,385
Valeur comptable	20,85	18,64	16,88	15,02	13,23
Cours boursier					
Haut	40,00	35,85	41,78	36,00	35,50
Bas	27,38	21,00	33,23	28,47	18,50
Nombre d'actions en circulation					
en fin d'exercice (en millions)	110,4	110,6	114,5	114,7	114,4
Nombre moyen pondéré d'actions					
en circulation (en millions)	111,1	112,6	115,0	114,6	98,1
Volume d'actions négociées (en millions)	114,9	83,7	56,1	41,7	39,5

⁽¹⁾ Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement

⁽²⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 29

⁽³⁾ Pour plus d'information, se reporter au tableau « Ajustements au bénéfice net » à la page 18

⁽⁴⁾ Pour plus d'information, se reporter au tableau « Ajustements au BAlIA » à la page 17

administrateurs et dirigeants

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre Brunet⁽¹⁾⁽³⁾
Montréal (Québec)
Administrateur principal

Marc DeSerres⁽²⁾⁽⁴⁾
Montréal (Québec)

Claude Dussault⁽²⁾⁽⁴⁾
Toronto (Ontario)

Serge Ferland⁽¹⁾
Québec (Québec)

Paule Gauthier⁽²⁾⁽³⁾
Québec (Québec)

Paul Gobeil⁽¹⁾
Ottawa (Ontario)
Vice-président du conseil

Christian W.E. Haub⁽¹⁾⁽⁴⁾
Greenwich (Connecticut)

Michel Labonté⁽²⁾
Montréal (Québec)

Eric R. La Flèche⁽¹⁾
Ville Mont-Royal (Québec)
Président et chef de la direction

Pierre H. Lessard⁽¹⁾
Westmount (Québec)
Président exécutif du conseil

Marie-José Nadeau⁽²⁾⁽⁴⁾
Montréal (Québec)

Réal Raymond⁽³⁾
Montréal (Québec)

Michael T. Rosicki⁽⁴⁾
Orillia (Ontario)

Bernard A. Roy⁽¹⁾⁽³⁾
Montréal (Québec)

LA DIRECTION DE METRO INC.

Eric R. La Flèche
Président et chef de la direction

Robert Sawyer
Vice-président exécutif
et chef de l'exploitation

Christian Bourbonnière
Vice-président principal,
Division du Québec

Johanne Choinière
Vice-présidente principale,
Division de l'Ontario

Richard Dufresne
Vice-président principal,
chef de la direction financière
et trésorier

Martin Allaire
Vice-président,
immobilier et ingénierie

Jacques Couture
Vice-président,
systèmes d'information

Paul Dénommée
Vice-président,
contrôleur corporatif

Marc Giroux
Vice-président,
marketing

Alain Picard
Vice-président,
ressources humaines

Simon Rivet
Vice-président,
affaires juridiques et secrétaire

DIVISION DU QUÉBEC

Christian Bourbonnière
Vice-président principal

Serge Boulanger
Vice-président et directeur général,
McMahon Distributeur pharmaceutique inc.

Ginette Richard
Vice-présidente, Services alimentaires

DIVISION DE L'ONTARIO

Johanne Choinière
Vice-présidente principale

Richard Beaubien
Vice-président principal,
Opérations magasins

Joe Fusco
Vice-président principal,
Mise en marché, conventionnel
et opérations pharmacies

⁽¹⁾ Membre du comité exécutif

⁽²⁾ Membre du comité de vérification

⁽³⁾ Membre du comité des ressources humaines

⁽⁴⁾ Membre du comité de régie d'entreprise
et de mise en candidature

renseignements aux actionnaires

Agent comptable des transferts et des registres

Services aux investisseurs
Computershare

Inscription des titres

Bourse de Toronto
Symbole: MRU.A

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Adresse du siège social

11011, boul. Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V6

Pour se procurer la notice annuelle, s'adresser au Service des relations avec les investisseurs :

Tél. : (514) 643-1055
Courriel : finance@metro.ca

The English version of this report may be obtained from the Investor Relations Department.

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

www.metro.ca

Assemblée annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le 26 janvier 2010 à 11 h 00 au :
Centre Mont-Royal
2200, rue Mansfield
Montréal (Québec) H3A 3R8

dividendes* exercice financier 2010

Date de déclaration

- 25 janvier 2010
- 21 avril 2010
- 4 août 2010
- 21 septembre 2010

Date d'inscription

- 12 février 2010
- 18 mai 2010
- 19 août 2010
- 26 octobre 2010

Date de paiement

- 8 mars 2010
- 8 juin 2010
- 3 septembre 2010
- 16 novembre 2010

* Assujettis à l'approbation du conseil d'administration

metro.ca